

Communiqué de presse

Vendredi 8 février 2013

Menace sur la symbiose entre grandes entreprises et PME

A la demande d'economiesuisse, la Haute école de technique et de gestion (HTW) de Coire a examiné l'importance pour l'économie nationale des sociétés anonymes cotées en Bourse en Suisse. Il ressort clairement de cette étude que les entreprises cotées en Bourse constituent un pilier important de la place économique suisse et qu'elles travaillent étroitement avec les PME. economiesuisse et l'Union suisse des arts et métiers sont convaincues que l'initiative Minder, avec ses prescriptions rigides, remet en cause cette interpénétration qui a largement fait ses preuves. Elle vise en effet non seulement les sociétés cotées en Bourse, mais aussi indirectement de nombreuses petites et moyennes entreprises et leurs caisses de pension. Pour cette raison, l'Union suisse des arts et métiers rejette également fermement l'initiative Minder.

Selon Christian Hauser, professeur à l'Institut suisse pour l'entrepreneuriat de la HTW de Coire, les résultats de l'étude révèlent que les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse forment un pilier important de notre économie à vocation internationale. Ainsi, elles emploient plus de 330 000 personnes, soit quelque 10 % des personnes actives en Suisse. Elles génèrent 18 % de notre produit intérieur brut et sont à l'origine de 42 % de toutes les exportations suisses de marchandises. En outre, les sociétés anonymes cotées en Bourse participent à hauteur de 44 % aux dépenses totales de recherche-développement du secteur privé en Suisse et acquittent plus d'un tiers des impôts sur les entreprises payés dans notre pays.

La collaboration entre les PME et les entreprises cotées en Bourse a été analysée sur la base d'un sondage représentatif mené auprès de PME suisses. Il en ressort que plus d'un tiers des PME réalise une partie de son chiffre d'affaires grâce aux entreprises cotées en Bourse et/ou aux collaborateurs de celles-ci. Les entreprises cotées en Bourse contribuent aussi au développement des PME dans notre pays, en aidant par exemples les PME actives à l'échelle internationale à nouer de nouveaux contacts à l'étranger. L'étude souligne par ailleurs l'importance de la collaboration entre les PME et les sociétés cotées en Bourse pour les innovations.

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers, a replacé les résultats de l'étude dans le contexte de la prochaine votation sur l'initiative Minder. Pour lui, il est évident que celle-ci, avec ses prescriptions rigides, vise non seulement les grandes sociétés cotées en Bourse, mais aussi les petites et moyennes entreprises. L'initiative Minder « n'est qu'un embrouillamini bureaucratique qui étouffe tout esprit d'entreprise dans l'œuf », constate M. Bigler. Car les PME qui ne sont pas cotées en Bourse dépendent elles aussi de conditions-cadre stables, sans lesquelles les investissements dans l'économie suisse ne seraient plus assurés. Autrement dit, si l'on affaiblissait les grandes entreprises, les PME en pâtiraient par ricochet. Le contre-projet présenté par le Parlement offre une solution

optimale qui n'emprisonne pas les entreprises dans un carcan réglementaire. C'est pourquoi la Chambre suisse des arts et métiers a très nettement – à deux voix près – rejeté l'initiative Minder.

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, est lui aussi catégorique : pour lui, au lieu d'offrir une solution efficace pour combattre les rémunérations abusives, l'initiative crée des effets collatéraux désastreux. Avec ses prescriptions en partie mal réfléchies, elle nuit indirectement aux PME et à leurs caisses de pension. « La symbiose productive entre grands et petits en pâtit », regrette M. Gentinetta. Face aux défis économiques et aux assauts politiques dirigés contre notre pays, l'adoption de l'initiative serait un auto-goal pour la Suisse, qui affaiblirait ainsi sans pression extérieure sa propre place économique.

Pour plus d'informations:

Christian Hauser, Haute école de technique et de gestion (HTW) de Coire : 081 286 39 24

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers : 031 380 14 14

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse : 079 202 48 65



HTW Chur



Schweizerisches Institut für
Entrepreneurship

Importance des sociétés anonymes cotées en Bourse pour l'économie suisse

Étude à l'intention
d'economiesuisse, Fédération des entreprises suisses

Résumé et conclusions

Michael Beier
Christian Hauser
Heinz Hauser

Coire, le 8 février 2013

Résumé

La présente étude vise à déterminer l'importance des sociétés anonymes cotées en Bourse pour l'économie suisse. À cet effet, elle examine la question sous deux angles différents : d'une part, elle s'intéresse à la contribution des sociétés cotées en Bourse à l'emploi, à la création de valeur, à l'internationalisation, à l'innovation et aux recettes fiscales en Suisse. D'autre part, elle apprécie l'impact positif de celles-ci sur les petites et moyennes entreprises (PME) helvétiques en termes de chiffre d'affaires et d'emploi, de développement de l'entreprise, d'internationalisation et d'innovation.

Pour le premier volet de son examen (perspective A), l'étude s'appuie sur les résultats d'une enquête réalisée auprès des sociétés anonymes de droit suisse dont les actions sont négociées à une Bourse suisse ou étrangère ainsi que sur des informations relatives aux entreprises publiées par Bloomberg. Sur la base de ces deux sources de données, il est possible d'estimer les activités suisses des entreprises cotées en Bourse.

L'enquête révèle que les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse forment un pilier important de notre économie. Même si moins de 0,1 % des entreprises en Suisse sont cotées en Bourse, ce groupe d'entreprises emploie directement 10 % des personnes actives en Suisse et génère 18 % du produit intérieur brut helvétique. Elles sont aussi à l'origine de 42 % de toutes les exportations suisses de marchandises et emploient quelque 56 % des personnes qui travaillent à l'étranger pour le compte d'entreprises suisses. Enfin, les sociétés anonymes cotées en Bourse participent à hauteur de 44 % aux dépenses totales de recherche-développement du secteur privé en Suisse et acquittent plus d'un tiers des impôts sur les entreprises payés dans le pays.

Les sociétés cotées en Bourse sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation, qui possèdent plusieurs sites à travers le monde. Elles présentent une intensité de capital supérieure, sont davantage focalisées sur la recherche et paient des salaires bruts supérieurs à ceux versés par les entreprises suisses en moyenne. Elles ont leur siège en Suisse et effectuent une partie importante de la recherche, mais pas la totalité, dans notre pays. Et, même si une grande partie des activités se déroulent à l'étranger, leurs activités sur le sol suisse ont une grande influence sur l'économie helvétique.

Les liens des sociétés anonymes suisses cotées en Bourse avec l'économie helvétique sont de différentes natures, de sorte que ces entreprises influencent l'économie par divers canaux. Et vice versa bien entendu, excepté que l'influence de la seconde sur les premières n'a pas été examinée dans la présente enquête.

Les sociétés cotées en Bourse induisent, en sus, 5 % de valeur ajoutée et 5 % d'emplois du côté des fournisseurs. Du fait de leurs intenses activités de recherche, ces sociétés contribuent à renforcer la recherche suisse.

Le second volet (perspective B) a été analysé sur la base d'une enquête représentative menée auprès de PME suisses, toutes tailles et toutes branches confondues. Il en ressort que plus d'un tiers des PME réalise une partie de son chiffre d'affaires grâce aux entreprises suisses cotées en Bourse ou à leurs collaborateurs. Et parmi ces PME, une sur cinq estime que, sans cette part du chiffre d'affaires, elle aurait des difficultés économiques ou ne survivrait tout simplement pas.

Au total, 7 % des emplois au sein des PME dépendent directement du chiffre d'affaires réalisé avec des sociétés suisses cotées en Bourse ou leurs collaborateurs.

Les entreprises cotées en Bourse contribuent dans une large mesure au développement des PME dans notre pays : ainsi, elles aident une PME sur cinq active à l'échelle internationale à nouer de nouveaux contacts à l'étranger. Les PME innovantes profitent tout particulièrement de ce soutien. Les produits semi-finis ou les prestations de services des sociétés suisses cotées en Bourse stimulent l'innovation au sein des PME. Mais les sociétés cotées en Bourse jouent aussi le rôle, très important, de premier utilisateur et, partant, de client de référence pour leurs innovations.

Grâce aux entreprises cotées en Bourse, les PME suisses bénéficient également indirectement d'économies d'échelle externes, en raison de meilleures infrastructures et de l'implantation de nouvelles entreprises dans la région.

Conclusions

Ci-dessous, une appréciation succincte des principales réponses aux questions posées par le mandant.

Perspective A : Quelle est la contribution des sociétés anonymes helvétiques cotées en Bourse à l'emploi, à la création de valeur, à l'internationalisation, à l'innovation et aux recettes fiscales en Suisse ?

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse emploient directement 10 % de tous les actifs dans notre pays et génèrent 18 % du produit intérieur brut. Elles sont à l'origine de 42 % du volume total des exportations suisses de marchandises et emploient 56 % des personnes travaillant à l'étranger pour le compte d'entreprises suisses. Les sociétés cotées en Bourse participent à hauteur de 44 % aux dépenses de recherche-développement de l'économie privée et paient 37 % des impôts sur les entreprises en Suisse. Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse jouent donc un rôle important pour le tissu économique de notre pays. Elles représentent un pilier essentiel de notre économie à vocation internationale.

Sur quels points les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse se distinguent-elles de la moyenne des entreprises helvétiques ?

Les sociétés anonymes suisses cotées en Bourse présentent diverses caractéristiques qui les différencient nettement de la moyenne des entreprises helvétiques : elles emploient nettement plus de personnes, proposent des emplois affichant une forte intensité de capital, paient des salaires bruts plus élevés et sont plus actives dans la recherche. Les sociétés cotées en Bourse sont aussi davantage axées sur les exportations et emploient des effectifs nettement plus importants à l'étranger. Ce sont souvent des entreprises de grande taille dans une phase avancée d'internationalisation. Elles ont leur siège principal en Suisse et effectuent une partie importante de la recherche dans notre pays, mais pas la totalité. Même si le gros des activités se déroulent à l'étranger, celles effectuées sur le sol suisse ont une grande influence sur l'économie suisse.

Perspective B : Quelle importance les sociétés cotées en Bourse revêtent-elles pour les petites et moyennes entreprises (PME) suisses ? Quel impact ont-elles sur celles-ci en termes de chiffre d'affaires et d'emploi, de développement de l'entreprise, d'internationalisation et d'innovation ?

Un bon tiers des PME suisses réalise une partie de son chiffre d'affaires grâce aux entreprises suisses cotées en Bourse ou à leurs collaborateurs. Dans le domaine B2B, 10,6 % des PME génèrent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires avec ces entreprises et, dans celui du B2C, elles sont 5,2 % à réaliser plus de 10 % de leur chiffre d'affaires avec les collaborateurs de cette catégorie de société. Enfin, 2,8 % des PME actives à la fois dans les domaines B2B et B2C

réalisent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires avec des entreprises cotées en Bourse ou leurs collaborateurs.

Une PME helvétique sur cinq estime que, sans la part du chiffre d'affaires générée grâce aux sociétés cotées en Bourse ou à leurs collaborateurs, elle aurait des difficultés économiques ou ne pourrait tout simplement pas survivre.(4 %).

Au total, 7 % des emplois au sein des PME, soit 173 075 postes de travail, dépendent directement du chiffre d'affaire réalisés avec des sociétés suisses cotées en Bourse ou leurs collaborateurs.

Les sociétés cotées en Bourse contribuent dans une large mesure au développement des PME en Suisse : ainsi, elles fournissent des produits semi-finis et du matériel à 14 % des PME helvétiques. De plus, 11 % d'entre elles coopèrent avec des PME helvétiques dans le domaine des achats. Pour les PME qui déploient des activités à l'échelle internationale, les relations avec des sociétés suisses cotées en Bourse sont particulièrement précieuses, dans la mesure où elles leur permettent de nouer plus facilement des contacts à l'étranger (19 %) et leur ouvrent les portes des marchés mondiaux (16 %). Les PME innovantes en profitent tout particulièrement de ce soutien. Ainsi, les produits semi-finis ou les prestations de services des sociétés cotées en Bourse sont à l'origine d'innovations (produits ou services) dans 6 % de toutes les PME suisses. Dans 6 % des cas également, elles jouent le rôle, très important, de premier utilisateur et, partant, de client de référence des PME pour les produits et services développés par les PME helvétiques. Enfin, elles servent aussi d'intermédiaires dans le cadre de coopérations, en aidant les PME à acquérir de nouveaux clients (12 %) ou à améliorer la qualité de leurs relations avec des clients (9 %) par exemple.

Comment les conditions-cadre proposées aux sociétés cotées en Bourse profitent-elles aux PME et quels avantages celles-ci en retirent-elles ?

Les PME suisses profitent aussi indirectement de la présence des sociétés cotées en Bourse via des économies d'échelle externes. Grâce à ces entreprises, elles bénéficient entre autres de meilleures infrastructures (12 %) ou de l'implantation de nouvelles entreprises dans la région (12 %). Et vice versa bien entendu, excepté que l'influence des secondes sur les premières n'a pas été examinée dans la présente enquête.

Si on leur demande leur avis personnel, 72 % des représentants de PME interrogés sont d'accord pour dire que les sociétés anonymes cotées en Bourse contribuent largement à l'internationalisation de l'économie suisse. 66 % d'entre eux considèrent que leur impact est également déterminant sur la recherche et l'innovation en Suisse. La contribution des sociétés cotées en Bourse à l'emploi et aux recettes fiscales de la Suisse est considérée comme légèrement inférieure, respectivement de 60 % et de 52 %.

87 % des représentants de PME interrogés sont d'accord, du moins en partie, pour dire qu'il est important pour l'économie helvétique que des sociétés suisses cotées en Bourse aient leur siège en Suisse. 46 % d'entre eux sont même complètement d'accord avec cette affirmation.

Conférence de presse du 8 février 2013

L'initiative Minder nuit aussi à nos PME

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam

Seul le discours prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de vous souhaiter à mon tour la bienvenue et de vous remercier de votre intérêt. Avec ses dispositions rigides, l'initiative Minder détériore les conditions-cadre de notre place économique et remet en question un modèle qui fait le succès de la Suisse. Je souhaite vous démontrer que, contrairement aux dires des initiants, l'initiative ne se contente pas de viser les grandes sociétés cotées en Bourse, mais nuit également aux petites et moyennes entreprises.

La bureaucratie et la mise sous tutelle tuent l'esprit d'entreprise

Les 24 dispositions rigides que l'initiative Minder propose d'inscrire dans la Constitution sont censées renforcer les droits des actionnaires et, par là même, accroître le sens du convenable et de la mesure dans les entreprises. Il suffit pourtant d'un examen attentif pour constater que l'initiative met bel et bien les actionnaires sous tutelle. Les propriétaires ne sont plus libres d'organiser leur entreprise comme ils l'entendent, ce qui réduit considérablement la souplesse des entreprises. De plus, l'initiative Minder occasionne des coûts énormes en lien avec les réglementations qu'elle introduit. Le projet est un embrouillamini bureaucratique qui étouffe tout esprit d'entreprise dans l'œuf. Car « coté en Bourse » n'implique pas forcément qu'il s'agit de grandes sociétés. Il existe aussi des entreprises de taille moyenne cotées en Bourse, comme Geberit ou JungfrauBahn, dont les charges risquent d'augmenter massivement du fait des nombreuses prescriptions prévues par l'initiative et des coûts supplémentaires qui en découleraient.

L'initiative affaiblit notre place économique

Grâce notamment à des conditions-cadre attrayantes telles que la sécurité juridique et son droit de la société anonyme libéral, la Suisse est aujourd'hui le pays le plus compétitif du monde. Avec ses 24 exigences rigides, l'initiative Minder affaiblit la Suisse et menace sa position de pointe dans un contexte de concurrence internationale très vive entre les places économiques. Pour avoir du succès, nos entreprises ont besoin d'une marge de manœuvre raisonnable. Et cela vaut également pour les PME. Elles aussi ont besoin de conditions-cadre stables, sans lesquelles les investissements dans l'économie suisse seraient menacés, au détriment de nos PME et, en fin de compte, de la sécurité de l'emploi.

L'initiative nuit aussi à nos PME

À première vue, l'initiative Minder ne vise directement que les sociétés cotées en Bourse. C'est malheureusement un leurre : l'initiative affaiblit la place économique suisse dans son ensemble. Dans notre pays, les petites et grandes entreprises travaillent main dans la main, en étroite relation. C'est ce qui ressort clairement de l'étude réalisée par la Haute école de technique et de gestion (HTW) de Coire. Lorsque les unes s'affaiblissent, les autres en pâtissent également.

D'un côté, les grandes sociétés anonymes cotées en Bourse ont besoin des services de haute qualité, du savoir-faire et de la capacité d'innovation des PME. De l'autre, ces dernières tirent profit de la présence des grandes entreprises qui leur confient des mandats de consultation et des commandes. Et c'est précisément cette imbrication, qui est à la base du modèle auquel notre pays doit son succès, que l'initiative balaie du revers de la main.

L'initiative rate sa cible

Parmi les membres de l'usam, nombreux sont les entrepreneurs qui s'indignent du niveau excessif des salaires de certains dirigeants, cela va sans dire. Mais remettre en cause l'ensemble du système en raison de quelques dérapages, c'est aller trop loin. Ne perdons pas de vue que près de 99 % des entreprises en Suisse sont des PME. Des PME qui, depuis des années, misent sur la durabilité, contribuant ainsi largement à la prospérité de notre pays. Entraînée par sa frénésie réglementaire, l'initiative Minder rate sa cible. Au lieu de résoudre le problème des rémunérations abusives, elle met des bâtons dans les roues de l'ensemble de nos entreprises. Or punir indistinctement tous les acteurs économiques en raison des défaillances de quelques-uns est inacceptable.

Le contre-projet constitue la meilleure solution

Heureusement, le contre-projet indirect constitue une bonne alternative. En cas de rejet de l'initiative Minder, il entrera en vigueur rapidement. Il s'agit d'une solution équilibrée ancrée au niveau de la loi qui incitera les entreprises à la pondération et à la durabilité dans leurs activités. Contrairement à l'initiative, le contre-projet renonce à imposer un carcan réglementaire aux entreprises. Quelques modifications introduites par le contre-projet concernent toutes les sociétés anonymes, mais elles n'augmentent pas les charges des sociétés anonymes privées ni ne les entravent dans leurs activités. L'initiative Minder, au contraire, induit une surréglementation dont la place économique dans son ensemble pâtira.

Rejeter l'initiative Minder, c'est approuver le contre-projet indirect et faire un pas important dans la bonne direction.

Conférence de presse

Vendredi 8 février 2013

Seul le discours prononcé fait foi.

Le sort des PME est lié à celui des sociétés cotées en Bourse

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Les petites et grandes entreprises travaillent main dans la main. Affirmer, comme le font les initiants, que la votation du 3 mars concerne seulement une poignée de top-managers de quelques grands groupes cotés en Bourse et non la place économique suisse dans son ensemble, revient à déformer la réalité. L'étude de la Haute école de technique et de gestion de Coire (HTW) arrive à la conclusion que les entreprises cotées en Bourse et les PME sont étroitement liées et qu'elles ont besoin les unes des autres. Aux yeux de l'économie, c'est précisément cette forte imbrication et cette collaboration étroite qui ont fait le succès de la place économique suisse et qui constituent le fondement indispensable à la croissance de notre économie axée sur les exportations.

Les sociétés anonymes cotées en Bourse en Suisse visées par l'initiative Minder emploient plus de 330 000 personnes au total, ce qui représente 10 % des travailleurs. Elles génèrent 18 % de notre produit intérieur brut et réalisent 44 % de tous les investissements de l'économie privée dans la recherche et le développement. Elles sont également à l'origine d'un tiers environ des impôts sur les sociétés. L'étude arrive à la conclusion que les entreprises cotées en Bourse sont fortement tributaires des prestations des PME locales pour un grand nombre de leurs activités – le sort des premières est lié à celui des secondes. En l'occurrence, ces prestations vont de la fourniture de produits semi-finis à la première utilisation de produits en passant par la coopération dans le domaine de la recherche. La chaîne des fournisseurs à elle seule représente plus de 156 000 emplois en Suisse par exemple.

Inversement, les grandes entreprises jouent souvent un rôle primordial pour les PME en leur ouvrant des portes lors de la conquête de marchés étrangers. Les PME bénéficient aussi d'infrastructures de qualité et d'une amélioration des conditions-cadre offertes aux entreprises cotées en Bourse. Qu'elle soit directe ou indirecte, la relation entre les petits et les grands acteurs de l'économie suisse rappelle davantage une symbiose productive avec de nombreux effets positifs pour les deux parties qu'une histoire isolée sans effets de synergie.

L'initiative Minder ne combat pas les rémunérations excessives d'une manière ciblée, mais occasionne des dommages collatéraux massifs de manière directe aux quelque 270 sociétés cotées en Bourse et de manière indirecte à de nombreuses autres sociétés et à leurs caisses de pension. Elle met en place une bureaucratie nuisible et onéreuse de même qu'elle menace des emplois, l'innovation et l'esprit

d'entreprise. Il va de soi que la démesure en matière de rémunérations nuit à la Suisse et compromet la cohésion sociale. Il va également de soi qu'un salaire élevé implique une responsabilité sociale. Contrairement au contre-projet indirect, l'initiative restreint à ce point la liberté d'entreprise qu'elle détériore massivement les conditions-cadre proposées aux sociétés anonymes cotées en Bourse en Suisse. Compte tenu de la forte imbrication des entreprises, la symbiose productive des petites et grandes entreprises en pâtira. Par ricochet, de nombreuses PME et leurs caisses de pension seront immanquablement affaiblies. Il n'est donc plus question ici d'une quantité négligeable d'entreprises. Un non à l'initiative Minder le 3 mars est un oui à une réglementation plus rapide et plus incisive contre les salaires exorbitants des dirigeants. De plus, il préservera l'imbrication symbiotique des sociétés anonymes cotées en Bourse et des PME. Compte tenu des défis que doivent surmonter l'Europe et le monde dans le domaine économique et de la pression politique exercée sur notre pays, un auto-goal tel que l'affaiblissement volontaire de notre place économique est la dernière chose dont la Suisse ait besoin.

Die Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft

Michael Beier
Christian Hauser
Heinz Hauser

Auftrag von economiesuisse

Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft

Aus der Perspektive...

... der börsenkotierten Unternehmen

... der Schweizer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU)

Erster Analyseschritt

Bedeutung der börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für

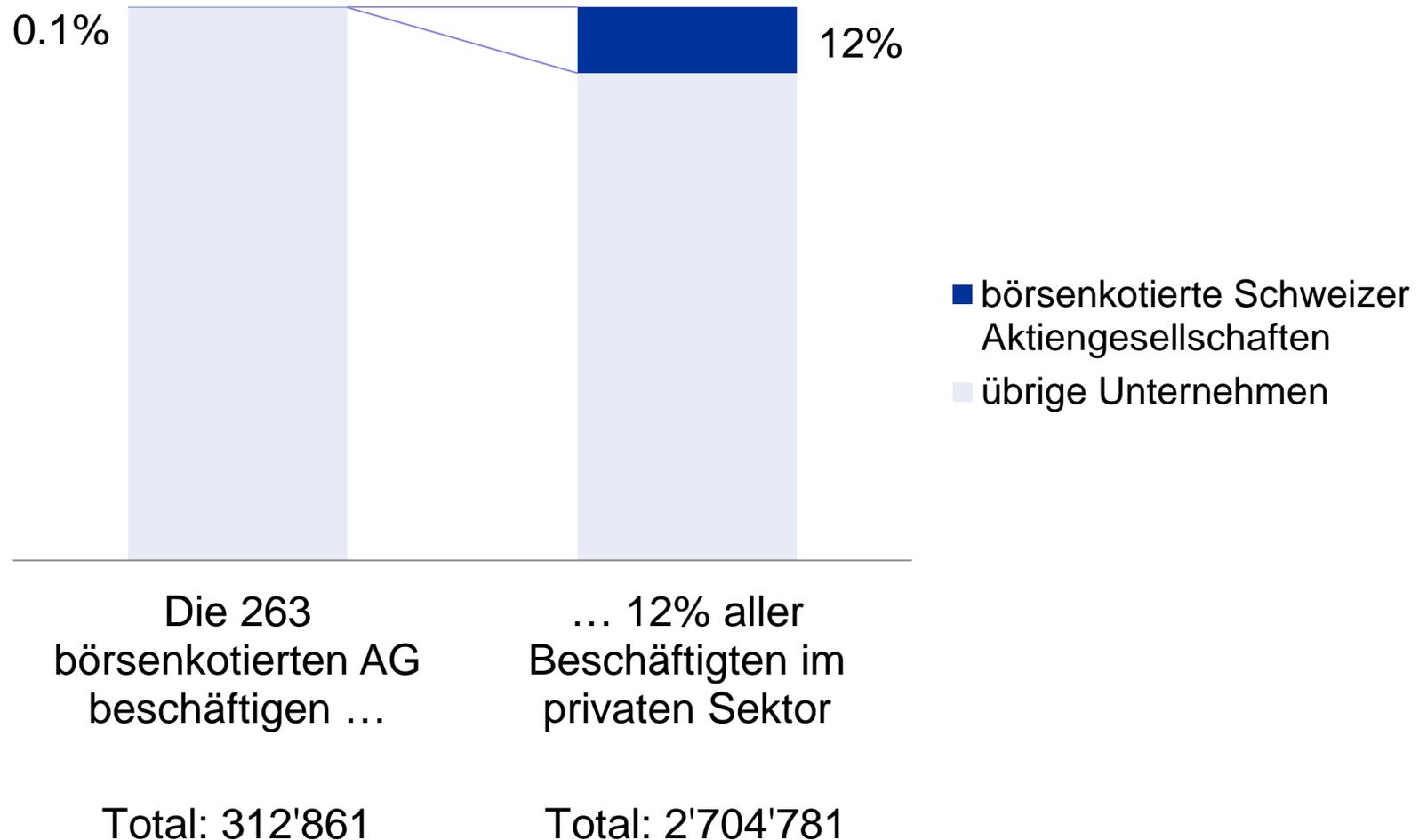
- Beschäftigung,
- Wertschöpfung,
- Exporte und Direktinvestitionen im Ausland,
- Ausgaben für Forschung und Entwicklung (F+E),
- Unternehmenssteuern sowie
- indirekte Effekte

Methodik des ersten Analyseschritts

Grundgesamtheit : 263 B-AG (100%)

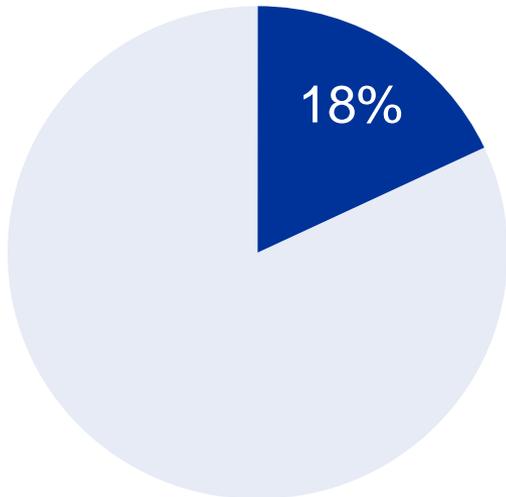
<p>Befragung: 68 (26%) Daten NUR von Befragung = 1</p>	<p>Keine Daten und nicht berücksichtigt = 18</p>
<p>Daten sowohl von Befragung als auch von Bloomberg = 67</p>	<p>Bloomberg: 244 (93%) Daten NUR von Bloomberg = 177</p>

Anteil der börsenkotierten AG an der Beschäftigung im privaten Sektor (in Vollzeitäquivalenten)



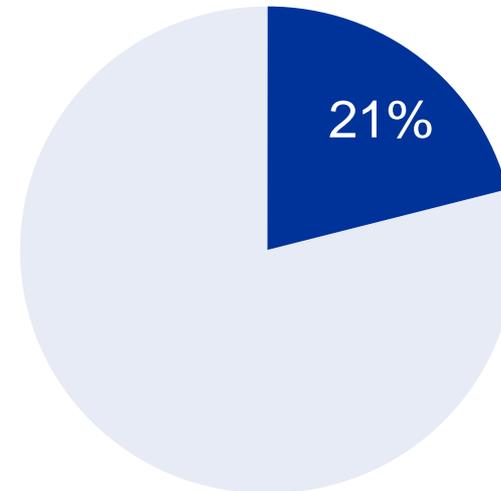
Anteil der börsenkotierten AG an der Bruttowertschöpfung

Alle Branchen inkl.
öffentlicher Sektor



Total: CHF 543'009 Mio.

Privater Sektor

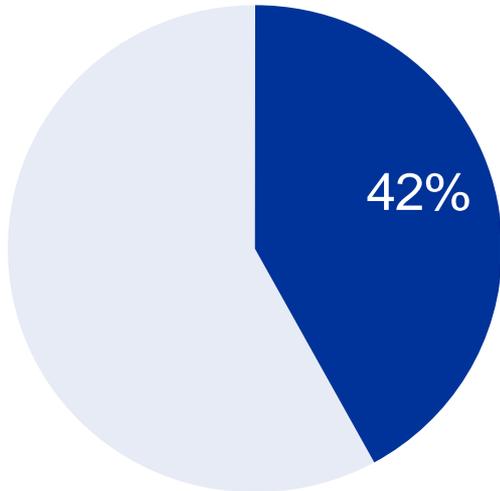


Total: CHF 450'695 Mio.

■ börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften ■ übrige Unternehmen

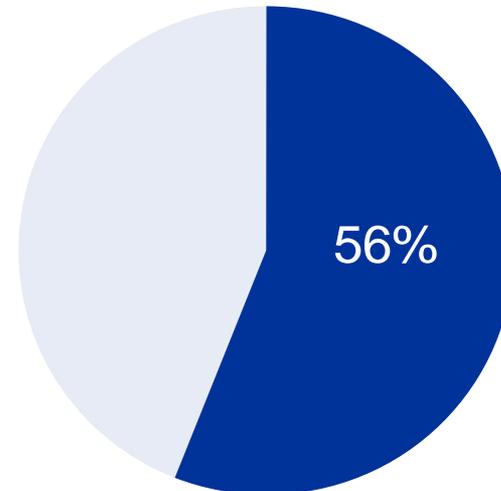
Anteil der börsenkotierten AG an den Exporten und den Direktinvestitionen im Ausland

Warenexporte



Total: CHF 197'907 Mio.

Direktinvestitionen im Ausland
(Personalbestand)

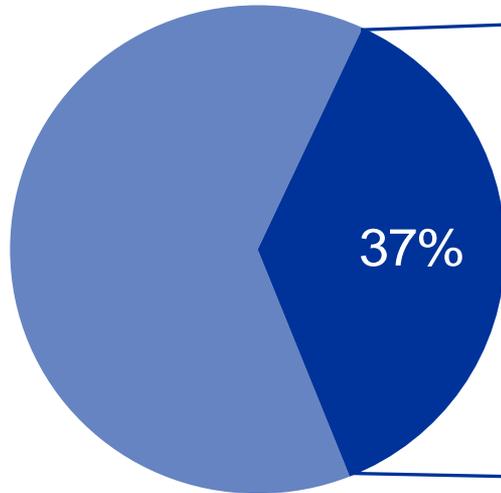


Total: 2'963'526

■ börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften ■ übrige Unternehmen

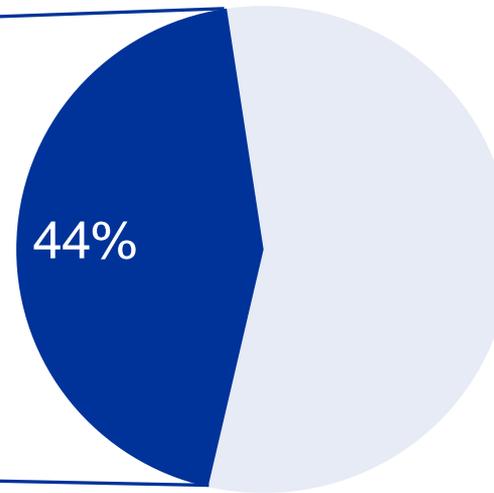
Anteil der börsenkotierten AG an den Ausgaben für Forschung und Entwicklung (F+E)

B-AG in der Schweiz
in % B-AG weltweit
(2011)



Total: CHF 24'183 Mio.

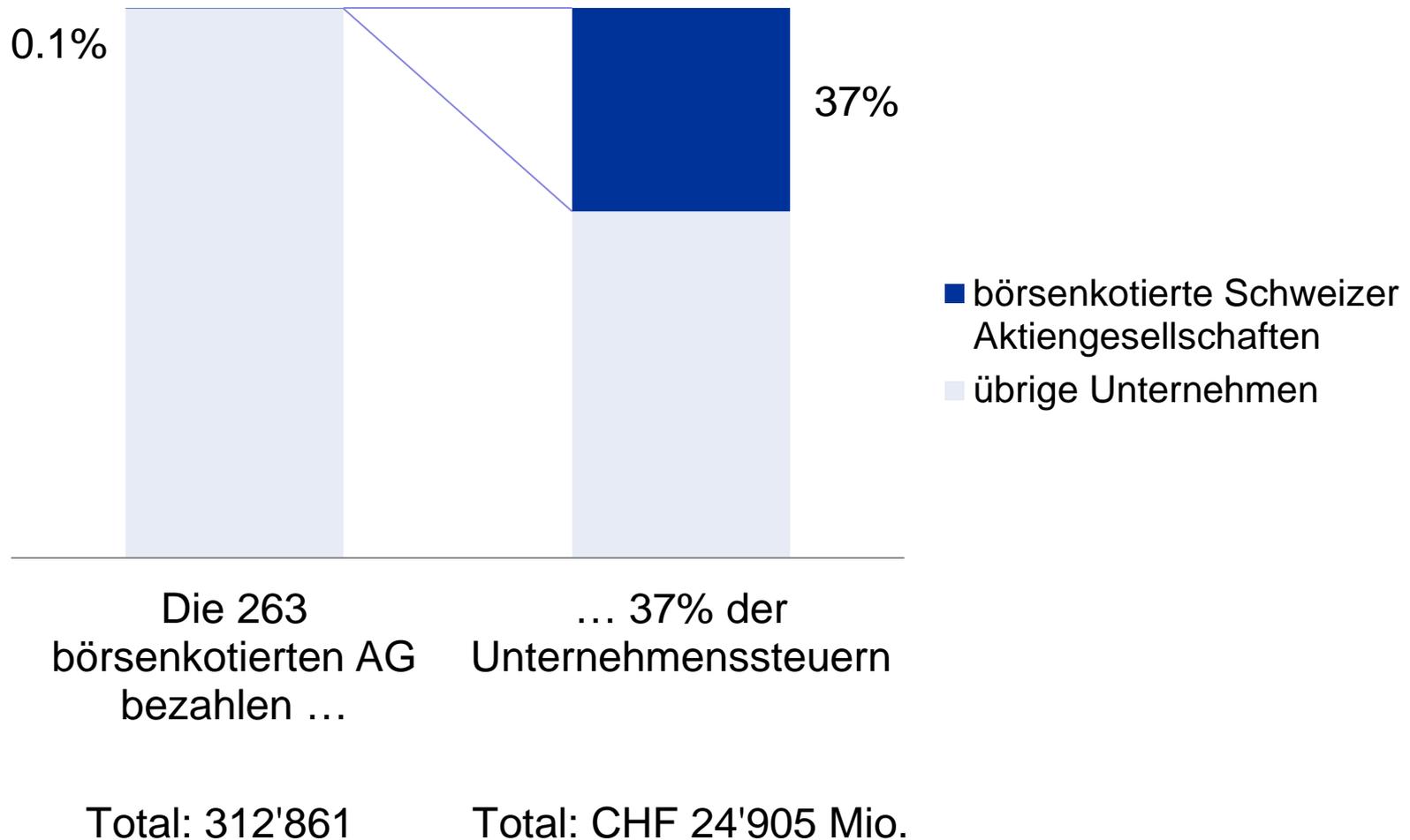
B-AG in % des privaten
Sektors in der Schweiz
(2008)



Total: CHF 15'181 Mio.

 börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften  übrige Unternehmen

Anteil der börsenkotierten AG an den Unternehmenssteuern

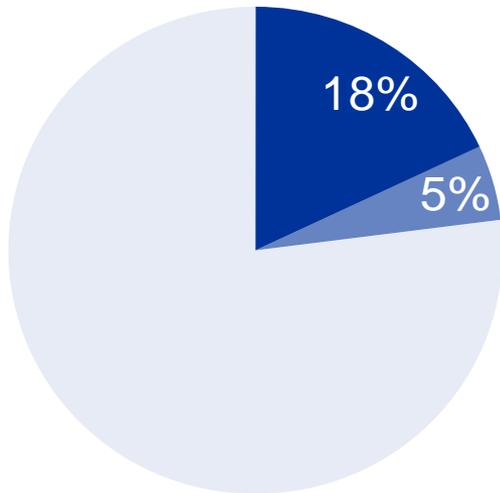


Abschätzung der indirekten Bedeutung der börsenkotierten AG

Untersuchungsobjekt	Autoren	Jahr	Wertschöpfungs-multiplikator	Beschäftigungs-multiplikator
Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften	Beier, Hauser, Hauser	2010/11	1.3	1.5
Pharmaindustrie Schweiz	Polynomics / BAK Basel Economics	2010	2.0	3.7
Finanzsektor	BAK Basel Economics	2009	1.3	1.7
50 grössten Industrieunternehmen in Europa	European Round Table of Industrialists	2007	1.6	2.1

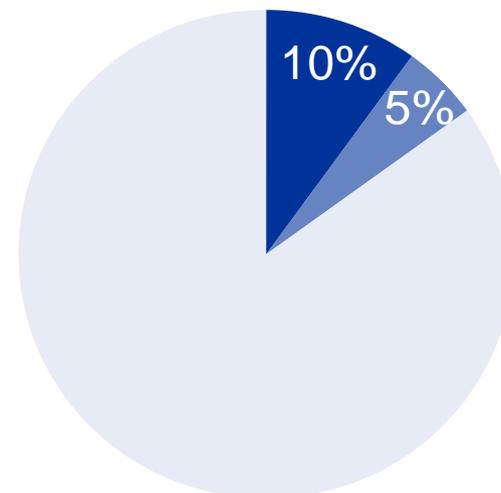
Direkte und indirekte Bedeutung börsenkotierter AG für Wertschöpfung und Beschäftigung

Bruttowertschöpfung



Total: CHF 543'009 Mio.

Beschäftigung



Total: 3'431'871

■ direkte Bedeutung B-AG ■ indirekte Bedeutung B-AG ■ übrige Unternehmen

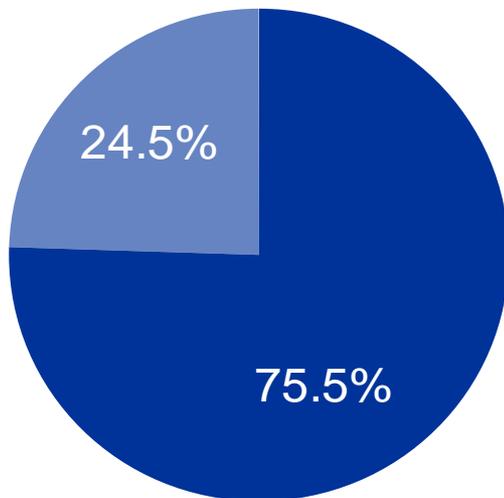
Zweiter Analyseschritt

Bedeutung der börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für Schweizer KMU bzgl.

- Umsätzen und Beschäftigung,
- Unternehmensentwicklung,
- Internationalisierung,
- Innovationstätigkeit sowie
- Rahmenbedingungen.

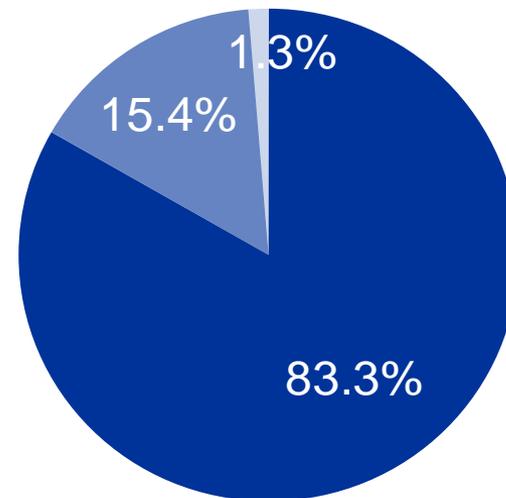
Methodik des zweiten Analyseschritts

Sprachregion



- Deutschschweiz
- Westschweiz

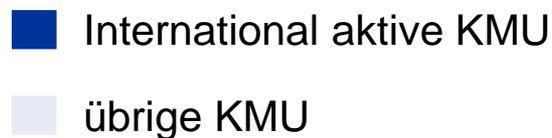
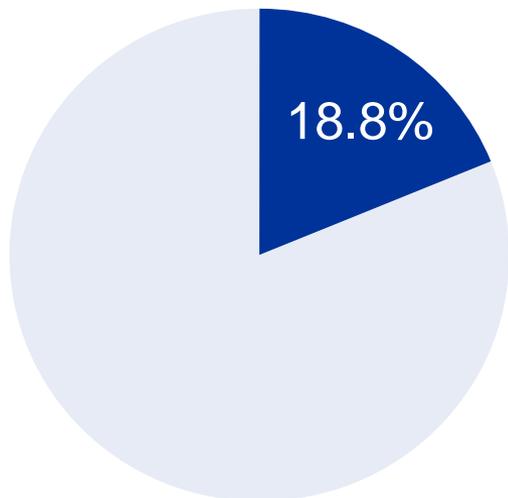
Beschäftigtengrößenklassen



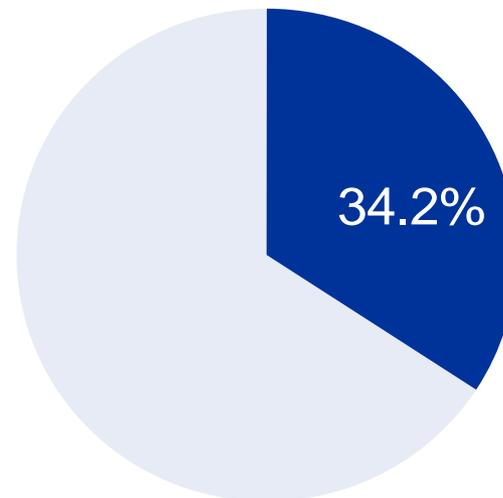
- bis 9 Beschäftigte
- 10 bis 99 Beschäftigte
- 100 bis 499 Beschäftigte

Methodik des zweiten Analyseschritts

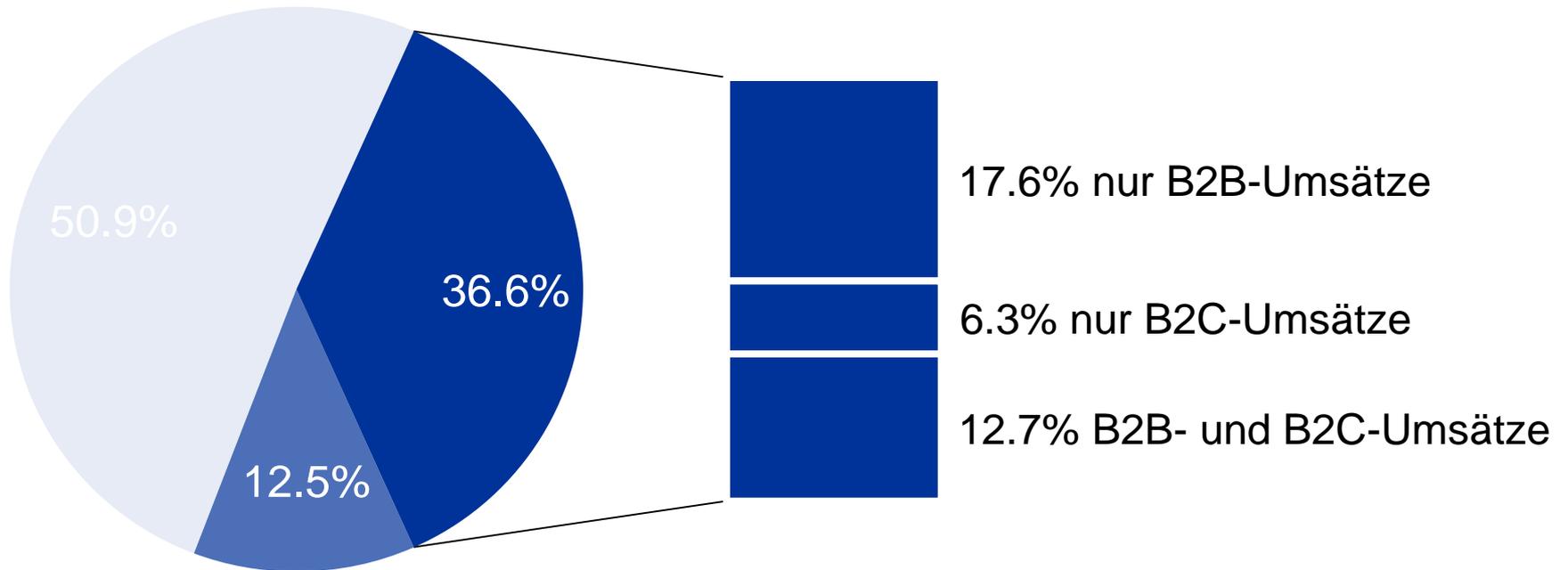
Auslandsaktivitäten



Innovationsaktivitäten



KMU-Umsätze mit börsenkotierten AG und/oder deren Mitarbeitenden



- Umsätze mit B-AG und/oder deren Mitarbeitenden
- Weiss nicht
- Keine Umsätze mit B-AG

KMU-Umsätze mit börsenkotierten AG und/oder deren Mitarbeitenden

«Unser Unternehmen könnte ohne die Umsätze nicht überleben, die es mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitern erwirtschaftet.»	Anteil in %	Anzahl	
1 = Trifft überhaupt nicht zu	41.8%	46'416	
2	20.3%	22'542	
3	8.5%	9'439	
4	8.2%	9'106	
5	9.9%	10'993	} 21.2% 23'541 KMU
6	6.9%	7'662	
7 = Trifft voll und ganz zu	4.4%	4'886	

Basis: 111'044 KMU, die Umsätze mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden generieren

	Anteil in % Beschäftigte KMU	Anzahl Beschäftigte KMU
Direkt abhängige KMU-Arbeitsplätze	6.6%	173'075

Basis: 2'622'347 Beschäftigte in 303'398 KMU

Einflüsse auf die Internationalisierung von KMU

Beziehungen zu Schweizer B-AG helfen ...	Anteil in %	Anzahl
... neue Kontakte im Ausland zu knüpfen	18.6%	10'609
... beim Zugang zu ausländischen Märkten	15.7%	8'955
... ausländische Märkte schneller zu erschliessen	13.0%	7'415
... ausländische Geschäftspartner besser zu verstehen	12.6%	7'187
... Marktchancen im Ausland besser einzuschätzen	12.2%	6'958
... verschiedene Auslandsmärkte gleichzeitig zu erschliessen	9.7%	5'532
... die Kosten für die Bearbeitung ausländischer Märkte zu reduzieren	9.5%	5'419
... Fehlentwicklungen im Ausland besser erkennen und zu vermeiden	9.3%	5'305
... Risiken des Auslandsgeschäfts zu reduzieren	7.5%	4'278

Einflüsse auf das Innovationssystem von KMU

	Anteil in %	Anzahl
Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die unser Unternehmen von börsenkotierten Unternehmen bezieht, lösen Produkt- oder Dienstleistungsinnovationen in unserem Unternehmen aus.	6.3%	19'114
Börsenkotierte Unternehmen sind wichtige Erstanwender (Referenz) von Innovationen unseres Unternehmens und erleichtern dadurch die Durchsetzung der Innovationen am Markt.	5.5%	16'687
Wir erhalten Anfragen von börsenkotierten Unternehmen, die in unserem Unternehmen Innovationen auslösen.	4.8%	14'563
Fertigungs- oder Verfahrenstechnologien, die von börsenkotierten Unternehmen entwickelt wurden, lösen Prozessinnovationen in unserem Unternehmen aus.	4.3%	13'046
Börsenkotierte Unternehmen tragen einen Teil des Innovationsrisikos unseres Unternehmens, indem sie Innovationen (mit-)finanzieren.	3.2%	9'710

Einflüsse auf das Umfeld von KMU

Mögliche Vorteile durch Schweizer B-AG im Umfeld von Schweizer KMU	Anteil in %	Anzahl
KMU profitiert vom Ausbau der Infrastruktur im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen	11.8%	35'801
KMU profitiert von weiteren Unternehmen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen.	11.5%	34'891
KMU profitiert von der Verfügbarkeit qualifizierter Mitarbeiter im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen.	9.1%	27'609

Bedeutung börsenkotierter AG für die Schweiz aus Sicht der befragten KMU-Vertreter

Schweizer B-AG leisten einen bedeutenden Beitrag ...	Anteil in % der Befragten
... zur Internationalisierung der Schweizer Wirtschaft.	72.0%
... zu Forschung und Innovation in der Schweiz.	65.8%
... zur Wertschöpfung in der Schweiz.	61.0%
... zur Beschäftigung in der Schweiz.	59.8%
... zum Steueraufkommen der Schweiz.	51.6%

Bedeutung börsenkotierter AG für die Schweiz aus Sicht der befragten KMU-Vertreter

«Für den Wirtschaftsstandort Schweiz ist es wichtig, dass Schweizer börsenkotierte Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben.»	Anteil in %
1 = Stimme gar nicht zu	1.5%
2	0.9%
3	2.7%
4	8.4%
5	13.0%
6	27.3%
7 = Stimme voll und ganz zu	46.2%

} 86.5%

Schlussfolgerungen

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften...

- bilden einen wichtigen Teil der Schweizer Wirtschaft,
- sind vielfach Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung,
- sind auf vielfältige Weise mit der Schweizer Volkswirtschaft verbunden und beeinflussen diese über verschiedene Kanäle
- geben wichtige Impulse für die Unternehmensentwicklung bei Schweizer KMU, besonders für deren Auslandsaktivitäten und Innovationstätigkeiten

**Vielen Dank für Ihre
Aufmerksamkeit.**



HTW Chur



Schweizerisches Institut für
Entrepreneurship

Die Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft

Studie zuhanden von
economiesuisse, Verband der Schweizer Unternehmen

Dr. Michael Beier
Prof. Dr. Christian Hauser
Prof. em. Dr. Heinz Hauser

Chur, 08. Februar 2013

Inhalt

Zusammenfassung.....	3
1. Auftrag.....	5
2. Quantitative Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften	7
2.1. Methodik und Vorgehen.....	7
2.1.1. Grundgesamtheit	7
2.1.2. Datenquellen	8
2.1.3. Berechnungsmethoden	9
2.1.4. Strukturmerkmale der Datenbasis.....	9
2.2. Direkte Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften	11
2.2.1. Beschäftigung und Ausbildung.....	11
2.2.2. Bruttowertschöpfung.....	12
2.2.3. Exporte und Direktinvestitionen.....	14
2.2.4. Forschung und Entwicklung	14
2.2.5. Unternehmenssteuern	15
2.2.6. Zwischenfazit.....	16
2.3. Kennzeichen börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften	17
2.3.1. Unternehmensgrösse	17
2.3.2. Arbeitsplätze und Löhne.....	18
2.3.3. Internationalisierungsgrad	19
2.3.4. Forschungsintensität	20
2.3.5. Zwischenfazit.....	20
2.4. Indirekte Effekte börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften	21
3. Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften aus Sicht der Schweizer KMU	24
3.1. Methodik und Vorgehen.....	24
3.1.1. Datenbasis.....	24
3.1.2. Strukturmerkmale	25

3.2. Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für Umsätze und Beschäftigung in Schweizer KMU	29
3.3. Bedeutung der börsenkotierten Unternehmen für KMU in der Schweiz über reine Umsätze hinaus	34
3.3.1. Art der Auswertung	34
3.3.2. Positive Einflüsse auf die Unternehmensentwicklung	34
3.3.3. Positive Einflüsse auf die Internationalisierung	35
3.3.4. Positive Einflüsse auf die Innovationstätigkeit.....	37
3.3.5. Positive Einflüsse auf die Rahmenbedingungen	39
3.4. Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für die Schweiz aus Sicht der befragten KMU-Vertreter	40
4. Schlussfolgerungen	42
5. Quellenverzeichnis	44
Anhang 1: B-AG-Fragebogen.....	46
Anhang 2: Methoden zur Berechnung der Bruttowertschöpfung	52
Anhang 3: KMU-Fragebogen	53
Anhang 4: Häufigkeitsverteilungen der Likert-Skalen der KMU-Befragung.....	60

Zusammenfassung

Diese Studie untersucht die Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft. Dazu werden zwei Perspektiven betrachtet: Zum einen wird ausgehend von den börsenkotierten Unternehmen beleuchtet, welche Beiträge diese zu Beschäftigung, Wertschöpfung, Internationalisierung, Innovationen und Steuererträgen in der Schweiz leisten. Zum anderen wird aus der Sicht der Schweizer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) analysiert, welche positiven Impulse von den börsenkotierten Gesellschaften auf diese hinsichtlich Umsätze und Beschäftigung, Unternehmensentwicklung, Internationalisierung sowie Innovation ausgehen.

Zur Untersuchung der ersten Perspektive wurde eine Befragung der Aktiengesellschaften nach Schweizer Recht durchgeführt, deren Aktien an einer inländischen oder ausländischen Börse gehandelt werden. Ergänzend dazu wurden von Bloomberg publizierte Unternehmensdaten ausgewertet. Basierend auf diesen beiden Datenquellen ist es möglich, die Aktivitäten der börsenkotierten Gesellschaften in der Schweiz abzuschätzen.

Die Ergebnisse der Untersuchung zeigen, dass börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften einen wichtigen Teil der Schweizer Wirtschaft bilden. Auch wenn weniger als 0.1% aller Unternehmen in der Schweiz an der Börse kotiert sind, beschäftigt diese Gruppe von Unternehmen direkt 10% aller Erwerbstätigen in der Schweiz und erwirtschaftet 18% des schweizerischen Bruttoinlandsprodukts. Darüber hinaus sind die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für 42% aller Warenexporte verantwortlich und beschäftigen etwa 56% des im Ausland tätigen Personals von Schweizer Unternehmen. 44% aller Aufwendungen für Forschung und Entwicklung der Schweizer Privatwirtschaft werden von börsenkotierten Unternehmen erbracht und diese kommen für mehr als ein Drittel der Unternehmenssteuern in der Schweiz auf.

An der Börse kotierte Gesellschaften sind vielfach Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung, die weltweit verschiedene Standorte unterhalten. Sie arbeiten kapitalintensiver, sind forschungsorientierter und zahlen höhere Bruttolöhne als der Durchschnitt der Schweizer Unternehmen. Die Schweiz ist Standort des Hauptsitzes dieser Gesellschaften und auch ein wichtiger, aber nicht der einzige Forschungsplatz. Auch wenn ein grosser Teil der Geschäftstätigkeit im Ausland stattfindet, haben die Aktivitäten der börsenkotierten Unternehmen im Inland bedeutenden Einfluss auf die Schweizer Volkswirtschaft.

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind auf vielfältige Weise mit der Schweizer Volkswirtschaft verbunden und beeinflussen diese über verschiedene Kanäle. Natürlich gilt dies auch umgekehrt. Dieser umgekehrte Zusammenhang war jedoch nicht Teil der vorliegenden Untersuchung.

Über Zulieferketten werden zusätzlich jeweils 5% der Wertschöpfung und der Beschäftigung in der Schweiz indirekt durch börsenkotierte Firmen ausgelöst. Aufgrund ihrer ausgeprägten Forschungsorientierung leisten die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften einen Beitrag zur Stärkung des Forschungsplatzes Schweiz.

Zur Untersuchung der zweiten Perspektive wurde eine repräsentative Befragung unter Schweizer KMU aller Grössenklassen und Branchen durchgeführt. Die Ergebnisse zeigen, dass mehr als jedes dritte KMU Umsätze mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen oder deren Mitarbeitenden generiert. Jedes fünfte Schweizer KMU, das mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden Umsätze erwirtschaftet, stimmt grundsätzlich zu, dass das Unternehmen ohne diese Umsätze in wirtschaftliche Schwierigkeiten geraten würde oder sogar nicht überleben könnte. Insgesamt sind 7% der Arbeitsplätze bei KMU direkt von den Umsätzen mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen oder deren Mitarbeitenden abhängig.

Börsenkotierte Unternehmen geben wichtige Impulse für die Unternehmensentwicklung bei Schweizer KMU: Beispielsweise helfen börsenkotierte Gesellschaften jedem fünften international aktiven KMU dabei, neue Kontakte im Ausland zu knüpfen. Ausserdem profitieren innovative KMU besonders von der Unterstützung durch börsenkotierte Schweizer Unternehmen. Einerseits lösen Halbfabrikate oder Dienstleistungen von börsenkotierten Unternehmen bei KMU neue Innovationen aus. Andererseits sind börsenkotierte Unternehmen für KMU wichtige Erstanwender innovativer Produkte und somit bedeutende Referenzkunden.

Darüber hinaus profitieren Schweizer KMU auch indirekt über externe Skaleneffekte im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen, etwa durch einen besseren Ausbau der Infrastruktur oder die Ansiedlung weiterer Unternehmen in der Region.

1. Auftrag

Am 3. März 2013 wird die Schweizer Bevölkerung über die eidgenössische Volksinitiative «gegen die Abzockerei» («Minder-Initiative») abstimmen. Von der Initiative sind sämtliche börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften betroffen. Diese Gruppe von Unternehmen umfasst 250 Schweizer Aktiengesellschaften, welche in der Schweiz börsenkotiert sind, und zusätzlich rund 40 Gesellschaften nach Schweizer Recht, deren Aktien ausschliesslich an ausländischen Börsen gehandelt werden. Angesichts der über 300'000 aktiven Unternehmen in der Schweiz ist dies eine kleine Zahl, jedoch ist die Anzahl der Unternehmen ein ungeeignetes Mass, um deren volkswirtschaftliche Bedeutung abzubilden.

Da über das Unternehmenssegment der börsenkotierten Aktiengesellschaften keine offiziellen statistischen Daten vorliegen, beauftragte *economiesuisse* die HTW Chur, fehlende Daten zu erheben und die Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften aus verschiedenen Blickwinkeln wissenschaftlich zu analysieren. Vor diesem Hintergrund besteht das Ziel der vorliegenden Studie darin, neue Erkenntnisse bzgl. der Bedeutung börsenkotierter Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft und den Standort Schweiz zu ermitteln. Dabei können zwei verschiedene Zielbereiche unterschieden werden:

- a. Quantitative Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften für die Schweiz aus der Perspektive der börsenkotierten Unternehmen: Welchen Beitrag leistet dieses Unternehmenssegment bzgl. Beschäftigung, Wertschöpfung, Internationalisierung, Innovationen und Steuererträgen? Inwiefern unterscheiden sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen?
- b. Bedeutung der börsenkotierten Gesellschaften aus Sicht der Schweizer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU): Welche positiven Impulse gehen von den börsenkotierten Unternehmen auf Umsätze und Beschäftigung, Unternehmensentwicklung, Internationalisierung sowie Innovation von Schweizer KMU aus, und wie profitieren KMU von den Rahmenbedingungen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen?

Die Studie wurde unter der Projektleitung von Prof. Dr. Christian Hauser von folgendem Autorenteam erstellt:

Dr. Michael Beier, Projektleiter am Schweizerischen Institut für Entrepreneurship (SIFE) der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur, michael.beier@htwchur.ch

Prof. Dr. Christian Hauser, Professor für Internationales Management, Schweizerisches Institut für Entrepreneurship (SIFE) der Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Chur, christian.hauser@htwchur.ch

Prof. em. Dr. Heinz Hauser, emeritierter Professor für Aussenwirtschaft an der Universität St. Gallen, heinz.hauser@unisg.ch

Die Autoren danken Dr. Tanja Heublein, Jens Hogenacker, Stefan Müller und Ruth Nieffer für ihre wertvolle Unterstützung bei der Erstellung der Studie.

2. Quantitative Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften

2.1. Methodik und Vorgehen

In diesem Abschnitt wird dargelegt, auf welche Grundgesamtheit sich dieser erste Analyseschritt bezieht und mit welchen Methoden die Daten erhoben und ausgewertet wurden.¹

2.1.1. Grundgesamtheit

Die Grundgesamtheit dieses ersten Analyseschritts der Studie sind alle Aktiengesellschaften nach Schweizer Recht, die an einer Börse in der Schweiz oder im Ausland kotiert sind. Dies umfasst zunächst einmal eine verhältnismässig kleine Zahl von Unternehmen. Gemäss der Handelsregisterstatistik für 2011 sind von den insgesamt 549'363 registrierten Gesellschaften 194'289 Aktiengesellschaften (Zentraler Firmenindex, 2012). Nicht alle dieser Gesellschaften sind jedoch wirtschaftlich aktiv. Für das Jahr 2008 zählte das Bundesamt für Statistik (2010) 312'861 aktive Unternehmen, davon 86'965 aktive Aktiengesellschaften. Das Interesse der Analyse richtet sich auf jene Aktiengesellschaften schweizerischen Rechts, welche börsenkotiert sind. Zum Zeitpunkt der Durchführung dieser Untersuchung (Herbst 2012) waren 225 Schweizer Aktiengesellschaften an der SIX Swiss Exchange (Zürich) kotiert und nochmals zusätzlich 25 Unternehmen an der BX Berne Exchange (doppelt kotierte Unternehmen wurden nur für die SIX Swiss Exchange in Zürich gezählt). Zudem existieren Aktiengesellschaften nach Schweizer Recht, welche ausschliesslich im Ausland kotiert sind. Über diese Gruppe gibt es keine Statistiken, es konnten jedoch 40 solcher Unternehmen ermittelt und berücksichtigt werden. Von den insgesamt ermittelten 290 börsenkotierten Aktiengesellschaften wurden 27 börsenkotierte Investmentgesellschaften nicht in die Analyse mit einbezogen, da deren volkswirtschaftliche Beiträge massgeblich von deren Beteiligungen ausgehen, die jedoch nicht im Fokus dieser Untersuchung stehen. Die Analyse konzentriert sich daher im Folgenden auf 263 börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften (nachfolgend als B-AG bezeichnet).

Tabelle 1: Grundgesamtheit des ersten Analyseschritts

Unternehmenskategorie	Anzahl
Registrierte Gesellschaftsformen	549'363
Registrierte Aktiengesellschaften	194'289
Aktive Unternehmen (2008)	312'861
Aktive Aktiengesellschaften (2008)	86'965
Börsenkotierte Aktiengesellschaften	290
Grundgesamtheit (B-AG)	263

Quellen: Bundesamt für Statistik, Unternehmensdemografie, Zentraler Firmenindex des Handelsregisters, SIX Swiss Exchange und BX Berne Exchange.

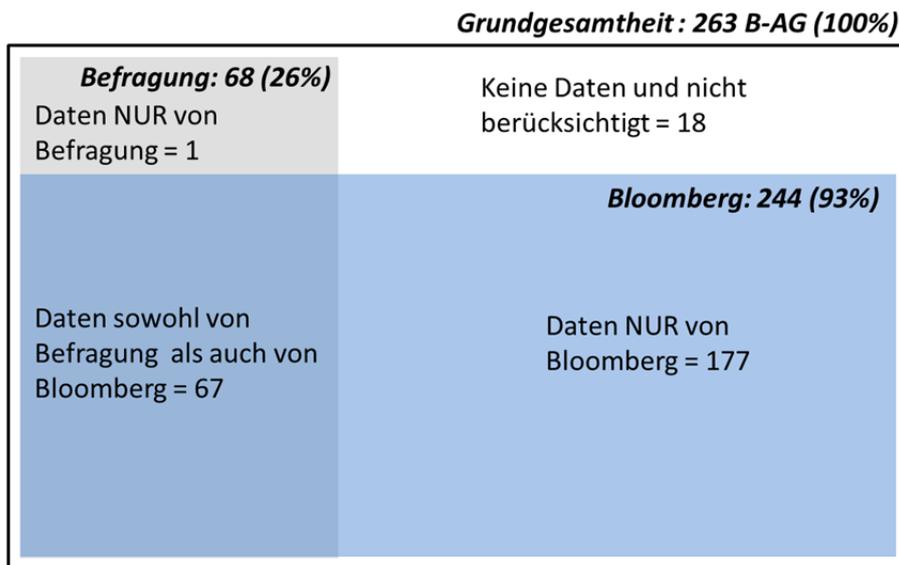
¹ Methodisch und inhaltlich greift der erste Analyseschritt eine Untersuchung aus dem Jahr 2009 auf und aktualisiert und erweitert die damals vorgenommenen Analysen (vgl. Hauser/Hauser/Moser 2009).

2.1.2. Datenquellen

Dieser erste Analyseschritt beruht auf zwei Datenquellen: Zum einen basiert er auf Datenmaterial des Finanzmarktdienstleisters Bloomberg. Bloomberg stellt Daten aus den Geschäftsberichten von 244 der zu untersuchenden 263 Unternehmen bereit. Diese Daten beziehen sich allerdings lediglich auf die gesamten weltweiten Aktivitäten der Unternehmen. Da das Augenmerk der Untersuchung jedoch im Speziellen auf den Aktivitäten am Standort Schweiz liegt, wurde zusätzlich im Herbst 2012 eine Befragung aller 263 Unternehmen durchgeführt. Der Fragebogen kann dem Anhang entnommen werden. Dank intensivem Nachfassen sind insgesamt 68 Fragebögen retourniert worden, was einem Rücklauf von 26% entspricht.

Abbildung 1 veranschaulicht die Datenlage aufgrund der beiden Datenquellen: Bei 67 der 263 Unternehmen kann sowohl auf Daten von Bloomberg als auch auf Daten der eigenen Befragung zurückgegriffen werden. Für ein Unternehmen liegen Befragungsdaten vor, jedoch keine Angaben von Bloomberg. Ausschliesslich Daten von Bloomberg stehen für 177 Gesellschaften zur Verfügung. Insgesamt liegen somit Informationen zu 245 der zu untersuchenden 263 Unternehmen vor. Aufgrund einzelner Datenausfälle (missing values) sind jedoch nicht durchgängig für jedes dieser Unternehmen Daten zu allen Aspekten der Untersuchung verfügbar.

Abbildung 1: Datenlage zu den untersuchten Unternehmen



Quellen: Bloomberg, eigene B-AG-Befragung.

2.1.3. Berechnungsmethoden

In diesem Analyseschritt werden Aussagen über die Gesamtheit aller börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften getätigt. Angaben zu den Aktivitäten dieser Gesellschaften in der Schweiz liegen lediglich aus den eigenen Befragungsdaten vor. Weltweite Angaben sind sowohl in den Daten der eigenen Erhebung als auch vor allem von Bloomberg gegeben. Aus diesem Grund wurde für diejenigen 177 Unternehmen, über welche lediglich Daten von Bloomberg vorliegen, eine Hochrechnung über deren Aktivitäten in der Schweiz erstellt. Diese erfolgte unter der Annahme, dass sich Unternehmen derselben Branche und Grösse ähnlich verhalten. Dazu wurde folgendes Vorgehen gewählt:

- Die Unternehmen mit Befragungsdaten wurden nach Grössenklassen und Branchen gruppiert. Um für die Hochrechnungen eine möglichst gleiche Zellenbesetzung gewährleisten zu können, wurden die Grössenklassen nach einer gleichmässigen Besetzung der Quartile festgelegt mit den Grössenklassen: unter 563, 563-1360, 1361-7540 sowie 7541 und mehr Mitarbeitende; sowie den Branchenklassen: Maschinen und Metall, sonstige Industrie, Handel, Banken und Versicherungen, Immobilien, sonstige Dienstleistungen.
- Für jede Gruppe wurde in den Befragungsdaten aus der eigenen Erhebung der durchschnittliche Anteil der Aktivitäten in der Schweiz an den weltweiten Aktivitäten berechnet.
- Diese Mittelwerte wurden auf jene Unternehmen übertragen, für welche Angaben zu den weltweiten Aktivitäten (vor allem von Bloomberg), jedoch keine Angaben zur Schweiz vorliegen.

Auf diese Weise können die Aktivitäten aller börsenkotierten Unternehmen in der Schweiz geschätzt werden. Soweit nicht anders angegeben, beziehen sich die Resultate der vorliegenden Analyse auf diese hochgerechneten Werte.

2.1.4. Strukturmerkmale der Datenbasis

Die Unternehmen, die den Fragebogen retourniert haben, sind bezüglich der Beschäftigung, des Nettoumsatzes und der Börsenkapitalisierung grösser als die Gesellschaften, die den Fragebogen nicht zurückgeschickt haben. So decken die 68 antwortenden Unternehmen 62% der Börsenkapitalisierung ab. Durch die Bildung von vier Grössenklassen bei der Hochrechnung wurde dieser Umstand berücksichtigt. Da jedoch besonders die grossen Unternehmen auf die Hochrechnung einen überproportionalen Einfluss haben, setzt das Prognosemodell auf einer soliden Datenbasis auf.

Tabelle 2: Strukturmerkmale der Datenbasis

Vergleichskriterien	Daten Fragebogen	Daten Bloomberg	Daten Fragebogen in % Bloomberg	Datenbasis der Analyse
Beschäftigung 2011				
Mittelwert	16'951	9'105	186%	9'010
Minimum	0	1		0
Maximum	328'000	328'000		328'000
Summe	1'152'673	2'112'303	55%	2'108'269
N	68	232	29%	234
Nettoumsatz 2011 (in Mio. Fr.)				
Mittelwert	6'381	3'248	196%	3'149
Minimum	1	0		0
Maximum	83'642	83'770		83'642
Summe	427'530	789'282	54%	768'350
N	67	243	28%	244
Börsenkapitalisierung				
Summe (in Mio. Fr.)	582'980	944'291	62%	944'304
N	68	244	28%	245

Quellen: Bloomberg, SIX Swiss Exchange und BX Berne Exchange, eigene B-AG-Befragung.

2.2. Direkte Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

In diesem Abschnitt wird aufgezeigt, welche Bedeutung den börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften für die Schweizer Volkswirtschaft zukommt. Hierzu werden folgende Aspekte untersucht:

- Beschäftigung und Ausbildung,
- Wertschöpfung,
- Exporte und Direktinvestitionen im Ausland,
- Ausgaben für Forschung und Entwicklung (F+E-Ausgaben) sowie
- Unternehmenssteuern.

2.2.1. Beschäftigung und Ausbildung

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften beschäftigen über 335'000 Mitarbeitende (in Vollzeit-äquivalenten) in der Schweiz und damit insgesamt etwa 10% aller Beschäftigten. Wird der weit gefasste öffentliche Sektor (hier definiert als öffentliche Verwaltung, Erziehung und Unterricht sowie Gesundheits- und Sozialwesen) ausgeklammert, arbeiten 12% aller im privaten Sektor tätigen Personen für eine börsenkotierte Aktiengesellschaft. Besonders hohe Beschäftigungsanteile weist diese Gesellschaftsform bei den Finanzdienstleistungen und in der Chemie- und Pharmabranche mit jeweils 43% auf. Werden ausschliesslich die Aktiengesellschaften betrachtet, beschäftigen die börsenkotierten Unternehmen 18% aller Beschäftigten dieser Gesellschaftsform.

Tabelle 3: Beschäftigungsanteile, 2011 (in Vollzeitäquivalenten)

Branchen	Schweiz total	B-AG in der Schweiz	B-AG in %
Alle Branchen	3'431'871	335'410	10%
Aktiengesellschaften (2008)	1'902'482	335'410	18%
Privater Sektor	2'704'781	335'410	12%
Öffentlicher Sektor	727'090	0	0%
Industrie total	974'957	198'010	20%
Chemie und Pharma	104'247	44'649	43%
Maschinenindustrie	279'810	38'144	14%
Baugewerbe	300'835	19'975	7%
Dienstleistungen total	2'456'913	137'400	6%
Dienstleistungen ohne öffentl. Sektor	1'729'823	137'400	8%
Finanzdienstleistungen	211'349	90'386	43%
Immobilienwesen	22'672	1'585	7%

Quellen: Bundesamt für Statistik, Beschäftigungsstatistik und Unternehmensdemografie (Annahme für die Aktiengesellschaften: Teilzeit entspricht 50% Anstellung), börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse. Privater Sektor Schweiz total ohne die Beschäftigung im öffentlichen Sektor (definiert als öffentliche Verwaltung, Erziehung und Unterricht sowie Gesundheits- und Sozialwesen).

Börsenkotierte Aktiengesellschaften sind wichtige Rekrutierer von Hochschulabsolventen. Da die Bloomberg-Daten zu dieser Grösse keine Informationen enthalten, ist an dieser Stelle eine

Hochrechnung auf alle börsenkotierten Unternehmen nicht möglich. Im Jahr 2011 haben diejenigen 41 Unternehmen, die zu dieser Frage Angaben gemacht haben, in der Schweiz 2'348 Hochschulabsolventen eingestellt. Im gleichen Jahr absolvierten 7'130 Lernende ihre berufliche Grundausbildung in 62 börsenkotierten Unternehmen.

Tabelle 4: Ausbildung

	Schweiz	B-AG in der Schweiz (aus Befragung)	Anzahl Beobachtungen
Lernende in der beruflichen Grundausbildung	234'463	7'130	62
Abschlüsse und Einstellung von Hochschulabsolventen	42'691	2'348	41

Quellen: Bundesamt für Statistik, Statistik der Schüler und Studierenden und Statistik der Bildungsabschlüsse, börsenkotierte Unternehmen: Antworten aus B-AG-Befragung.

Der Vergleich mit anderen Untersuchungen zeigt, dass die Ergebnisse der durchgeführten Untersuchung eine vorsichtige Schätzung der inländischen Beschäftigung von börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften darstellen. Die Schweizerische Nationalbank (2012) publiziert in ihrer Direktinvestitionsstatistik für 2011, dass knapp 25% aller Beschäftigten in der Schweiz für schweizerische Direktinvestoren arbeiten. Diese Zahl ist zweieinhalb Mal so hoch wie die Schätzung im Rahmen der durchgeführten Untersuchung. Dieser Unterschied erklärt sich zum Teil dadurch, dass die Statistik der Nationalbank auch Unternehmen einschliesst, welche nicht börsenkotiert sind. Zudem sorgt die Erfassungsschwelle von 10 Millionen Franken Kapitalbestand im Ausland dafür, dass auch vorwiegend auf den Schweizer Markt orientierte Firmen (wie etwa Detailhandelsgesellschaften, die in der Schweiz eine grosse Anzahl Mitarbeitende beschäftigen) in der Direktinvestitionsstatistik berücksichtigt werden, jedoch bei der vorliegenden Untersuchung nicht eingeschlossen sind. Eine Studie der Swiss-American Chamber of Commerce und der Boston Consulting Group (2012) kommt für das Jahr 2010 zu dem Ergebnis, dass 18% der Beschäftigten in der Schweiz bei schweizerischen multinationalen Unternehmen tätig sind. Ein Unternehmen gilt in dieser Untersuchung als multinational, wenn es den Hauptsitz in der Schweiz hat, mehr als 25% der Einkünfte im Ausland generiert und gleichzeitig mehr als 25% seiner Mitarbeitenden im Ausland beschäftigt. Der etwas höhere Wert der genannten Studie entsteht dadurch, dass auch andere Gesellschaftsformen als börsenkotierte Aktiengesellschaften berücksichtigt sind.

2.2.2. Bruttowertschöpfung

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften produzieren am Standort Schweiz einen Umsatz von gut 238 Milliarden Franken. 2011 betrug ihre inländische Bruttowertschöpfung rund 100 Milliarden Franken, was 18% des schweizerischen Bruttoinlandprodukts entspricht. Bezogen auf den privatwirtschaftlichen Bereich sind es 21% (siehe Tabelle 6). Wären die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften ein eigener Kanton, wären diese Unternehmen nach

dem Kanton Zürich und vor dem Kanton Bern der wertschöpfungsmässig zweitwichtigste Kanton.

Tabelle 5: Anteil an der Bruttowertschöpfung nach Sektoren, 2011 (in Mio. Franken)

Branche	Schweiz	B-AG in der Schweiz	B-AG in %
Alle Branchen	554'940	99'953	18%
Industrie total	145'346	51'118	35%
Dienstleistungen total	405'286	48'835	12%

Quellen: Bundesamt für Statistik, volkswirtschaftliche Gesamtrechnung, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Tabelle 6 gibt die Bruttowertschöpfung für ausgewählte Branchen wieder. Da für diese Ebene die aktuellsten Zahlen des Bundesamts für Statistik lediglich für das Jahr 2010 vorliegen, werden an dieser Stelle auch für die börsenkotierten Unternehmen die Werte für 2010 ausgewiesen. Besonders ausgeprägt ist demnach deren Wertschöpfungsanteil bei den Finanzdienstleistungen mit 56% und in der Chemie- und Pharmabranche mit 38%. Insgesamt ist der Wertschöpfungsanteil in der Industrie (34%) grösser als im Dienstleistungssektor (12%). Der relativ kleine Anteil bei den Dienstleistungen entsteht dadurch, dass entweder kleinere Unternehmen oder andere Gesellschaftsformen (beispielsweise Genossenschaften im Detailhandel) in diesem Sektor dominieren. Lediglich die Finanzbranche weicht von diesem Muster im Dienstleistungssektor ab.

Tabelle 6: Anteil an der Bruttowertschöpfung nach Branchen, 2010 (in Mio. Franken)

Branche	Schweiz	B-AG in der Schweiz	B-AG in %
Alle Branchen	543'009	95'717	18%
Privater Sektor	450'695	95'717	21%
Öffentlicher Sektor	92'314	0	0%
Industrie total	142'041	48'150	34%
Chemie und Pharma	26'538	10'130	38%
Maschinenindustrie	34'065	6'642	19%
Baugewerbe	29'509	3'269	11%
Dienstleistungen total	396'632	47'567	12%
Dienstleistungen ohne öffentl. Sektor	304'318	47'567	16%
Finanzdienstleistungen	59'846	33'798	56%

Quellen: Bundesamt für Statistik, volkswirtschaftliche Gesamtrechnung, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Die Grössenordnung der durchgeführten Hochrechnung ist konsistent mit anderen Untersuchungen. Die bereits zitierte Studie der Swiss-American Chamber of Commerce und der Boston Consulting Group (2012) kommt für das Jahr 2010 zu dem Ergebnis, dass 22% des Bruttoin-

landproduktes der Schweiz durch schweizerische multinationale Firmen erwirtschaftet werden. Auch dieser etwas höhere Wert lässt sich darauf zurückführen, dass besagte Studie auch andere Gesellschaftsformen als börsenkotierte Aktiengesellschaften berücksichtigt.

2.2.3. Exporte und Direktinvestitionen

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften exportieren von ihren Standorten in der Schweiz Güter im Wert von über 82 Milliarden Franken und sind damit für 42% der schweizerischen Warenexporte verantwortlich.

Tabelle 7: Anteil an den Warenexporten, nach Branchen, 2011 (in Mio. Franken)

Warengruppen	Exporte aller Unternehmen in der Schweiz	B-AG in der Schweiz	B-AG in %
Alle Waren	197'907	82'570	42%
Chemie und Pharma	74'647	41'299	55%
Maschinenindustrie	55'629	11'050	20%

Quellen: Eidgenössische Zollverwaltung, Aussenhandelsstatistik, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften beschäftigen gut 1.6 Millionen Personen im Ausland, also fast fünfmal mehr Mitarbeitende als in der Schweiz. Insgesamt arbeiten mehr als die Hälfte aller durch schweizerische Unternehmen im Ausland Beschäftigten bei börsenkotierten Gesellschaften.

Tabelle 8: Mitarbeitende Schweizer Unternehmen im Ausland, nach Branchen, 2011

Branchen	Alle Unternehmen	B-AG	B-AG in %
Alle Branchen	2'963'526	1'647'423	56%
Industrie total	1'369'503	1'230'716	90%
Chemie und Pharma	302'685	245'181	81%
Maschinen und Uhren	526'992	317'569	60%
Dienstleistungen total	1'594'023	416'707	26%
Finanzdienstleistungen	171'477	155'423	91%

Quellen: Schweizerische Nationalbank, Direktinvestitionen, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

2.2.4. Forschung und Entwicklung

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften sind wichtige Träger der in der schweizerischen Privatwirtschaft getätigten Forschung und Entwicklung (F+E). In Tabelle 9 sind die F+E-Aufwendungen der Privatwirtschaft dargestellt. Da für die Gesamtschweiz die aktuellsten Zah-

len des Bundesamts für Statistik lediglich für das Jahr 2008 vorliegen, werden an dieser Stelle auch für die börsenkotierten Unternehmen die Werte für 2008 ausgewiesen. 2008 investierten diese Unternehmen gut 6.7 Milliarden Franken in F+E und erbrachten damit 44% der gesamten Aufwendungen der Privatwirtschaft für Forschung und Entwicklung. Mit knapp 5.4 Milliarden Franken tragen die Chemie- und Pharmaunternehmen den Hauptteil dieser Aufwendungen. Eine Studie von Interpharma (2012) kommt zu einem ähnlichen Ergebnis. Demnach lagen 2011 die Aufwendungen für Forschung und Entwicklung alleine in den Pharmabereichen der börsenkotierten Verbandsmitglieder in der Schweiz bei 5.2 Milliarden Franken.

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften betreiben F+E jedoch multinational, sodass die Schweiz für diese nur einer von mehreren Forschungsstandorten ist. 2011 investierten die Unternehmen weltweit über 24 Milliarden Franken in F+E. Am Standort Schweiz waren es etwa 9 Milliarden Franken. Damit tätigen die börsenkotierten Unternehmen 37% ihrer Aufwendungen für Forschung und Entwicklung in der Schweiz. Mit 41% ist dieser Anteil in der Maschinenindustrie etwas höher als in der Chemie- und Pharmaindustrie (33%).

Tabelle 9: F+E-Aufwendungen der Privatwirtschaft (in Mio. Franken)

Branchen	Private F+E-Aufwendungen in der Schweiz 2008	B-AG in der Schweiz 2008	B-AG in %	B-AG weltweit 2011	B-AG in der Schweiz 2011	B-AG in der Schweiz in % B-AG weltweit
Industrie total	15'181	6'749	44%	24'183	9'001	37%
Chemie und Pharma	6'454	5'366	83%	19'145	6'280	33%
Maschinenindustrie	1'780	855	48%	2'250	928	41%

Quellen: Bundesamt für Statistik, Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

2.2.5. Unternehmenssteuern

Die börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften sind auch für den Fiskus bedeutend. Alleine die 57 Unternehmen, die in der durchgeführten Befragung auf diese Frage geantwortet haben, deklarieren, dass sie 2010 in der Schweiz Unternehmenssteuern von rund 4.1 Milliarden Franken bezahlt haben. Hochgerechnet auf die Gesamtzahl aller börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften entspricht dies einem Gesamtwert von 9.3 Milliarden Franken. Somit kommen diese Unternehmen für 37% aller Unternehmenssteuern an Bund, Kantone und Gemeinden auf. Weltweit beträgt deren Aufwand für Unternehmenssteuern 22.6 Milliarden Franken, von denen basierend auf der durchgeführten Hochrechnung 41% in der Schweiz anfallen.

Tabelle 10: Anteil an den Unternehmenssteuern, 2010

	in Mio. Fr.	Anzahl Beobachtungen	in % Schweiz total
Schweiz total	24'905		100%
B-AG Hochrechnung	9'273	185	37%
B-AG Schweiz nur Fragebogen	4'067	57	16%
B-AG weltweit (Fragebogen + Bloomberg)	22'560	195	

Quellen: Eidgenössische Finanzverwaltung, Einnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden aus Kapital-, Ertrags- und Verrechnungssteuern sowie Stempelabgabe, börsenkotierte Unternehmen: Antworten aus B-AG-Befragung, Bloomberg, Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Der hohe Anteil, den börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften an den Unternehmenssteuern leisten, überrascht nicht, da gemäss Daten der Eidgenössischen Steuerverwaltung (2012) 11% der juristischen Personen für 97% der direkten Bundessteuern der juristischen Personen aufkommen. Eine Studie von PwC (2012) kommt zu dem Ergebnis, dass 57 Grossunternehmen in der Schweiz Unternehmenssteuern in Höhe von 4.5 Milliarden Franken direkt bezahlen. Werden hierzu die Steuern addiert, welche die Unternehmen für den Staat bei Dritten erheben und an diesen weiterleiten, summieren sich die Steuerbeiträge der von PwC betrachteten Grossunternehmen auf 11.7 Milliarden Franken.

2.2.6. Zwischenfazit

Schweizerische Aktiengesellschaften, deren Aktien an den Börsen gehandelt werden, bilden einen wichtigen Pfeiler der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft. Obwohl lediglich jeder zehnte Beschäftigte bei dieser Unternehmensgruppe tätig ist, wird jeder fünfte Franken in der Privatwirtschaft durch börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften erwirtschaftet. Bei den Finanzdienstleistungen ist es sogar mehr als jeder zweite Franken und in der Chemie- und Pharmabranche mehr als jeder dritte Franken. Die starke internationale Ausrichtung dieser Unternehmen wird auch dadurch sichtbar, dass die börsenkotierten Gesellschaften für gut zwei Fünftel der Schweizer Exporte verantwortlich sind und mehr als jeder zweite ausländische Mitarbeitende von schweizerischen Direktinvestoren bei börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften tätig ist. Schliesslich sind börsenkotierte Unternehmen im Bereich Forschung und Entwicklung für fast jeden zweiten privaten Franken sowie bei den Unternehmenssteuern für mehr als jeden dritten Franken verantwortlich.

2.3. Kennzeichen börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

In diesem Abschnitt wird untersucht, inwieweit sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt der Schweizer Unternehmen unterscheiden, und diskutiert, welche gesamtwirtschaftliche Bedeutung für die Schweiz von diesen Unterschieden ausgeht. Dabei werden folgende Aspekte thematisiert:

- Unternehmensgrösse,
- Arbeitsplätze und Löhne,
- Internationalisierungsgrad sowie
- Forschungsintensität.

2.3.1. Unternehmensgrösse

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften sind im Durchschnitt deutlich grösser als das durchschnittliche Unternehmen und als die durchschnittliche Aktiengesellschaft in der Schweiz. 76.9% aller börsenkotierten Aktiengesellschaften haben weltweit 250 und mehr Mitarbeitende, während sich bei allen Aktiengesellschaften in der Schweiz nur 1% in dieser Grössenklasse befindet. Noch ausgeprägter ist die Verteilung der Beschäftigten in den börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften: In der Schweiz sind 34% aller Erwerbstätigen in Unternehmen mit 250 Mitarbeitenden oder mehr beschäftigt. Demgegenüber arbeiten 99.8% der Erwerbstätigen, die bei einer börsenkotierten Gesellschaft beschäftigt sind, in einem Unternehmen mit 250 oder mehr Mitarbeitenden.

Tabelle 11: Vergleich der Unternehmensgrössen nach Beschäftigtengrössenklassen

Grössenklassen nach Vollzeitäquivalenten	1-49	50-249	250 +
Anteil an der Anzahl der Unternehmen			
Alle Unternehmen (2008)	97.6%	2.0%	0.4%
Aktiengesellschaften (2008)	93.3%	5.7%	1.0%
B-AG (2011)	9.8%	13.3%	76.9%
Anteil an der Beschäftigung			
Alle Unternehmen (2008)	45.6%	20.5%	33.9%
Aktiengesellschaften (2008)	36.5%	26.0%	37.5%
B-AG (2011)	0.0%	0.2%	99.8%

Quellen: Bundesamt für Statistik, Betriebszählung und Unternehmensdemografie, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Diese Dominanz von Grossunternehmen an der Börse ist nicht überraschend, da in der Regel grössere Unternehmen am Kapitalmarkt Eigenkapital aufnehmen, während sich kleinere Unternehmen meist durch wenige Investoren ausserhalb institutionalisierter Märkte finanzieren können. Der Aspekt Unternehmensgrösse ist jedoch auch ein Erfolgsindikator: Nur erfolgreiche Unternehmen können in einem wettbewerblichen Markt zu Grossunternehmen heranwachsen.

Grösse ist jedoch ein vergangenheitsbezogener Indikator und kein Garant für zukünftiges Überleben.

2.3.2. Arbeitsplätze und Löhne

Börsenkotierte Unternehmen produzieren kapitalintensiv und bieten hochproduktive Arbeitsplätze. Ein Vergleich der Bruttowertschöpfung pro Vollzeitbeschäftigtem zeigt, dass ein Mitarbeitender einer börsenkotierten Aktiengesellschaft im Durchschnitt eine Wertschöpfung von 292'521 Franken produziert; dies ist fast doppelt so hoch wie im Schweizer Durchschnitt. Besonders ausgeprägt ist dieser Produktivitätsvorsprung im Dienstleistungsbereich, da vor allem kapitalintensive Dienstleistungen wie Finanzdienstleistungen, Telekommunikation und Logistik von börsenkotierten Unternehmen erbracht werden.

Tabelle 12: Vergleich der Bruttowertschöpfung pro Beschäftigtem, 2010 (in Franken)

Branche	Alle Unternehmen in der Schweiz	B-AG in der Schweiz	B-AG in %
Alle Branchen	159'833	292'521	183%
Industrie total	146'867	250'030	170%
Chemie und Pharma	277'287	233'749	84%
Maschinenindustrie	122'981	187'267	152%
Baugewerbe	98'802	168'444	170%
Dienstleistungen total	163'208	353'296	216%
Finanzdienstleistungen	282'127	369'385	131%

Quellen: Bundesamt für Statistik, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Die hohe Produktivität der börsenkotierten Unternehmen kann grundsätzlich auf zwei Ursachen beruhen: Sie kann dank einer grösseren Kapitalausstattung oder aufgrund besser qualifizierter Mitarbeitender entstehen. Unsere Ergebnisse legen die Vermutung nahe, dass der Kapitaleffekt der wichtigere Faktor ist, dass aber auch die Qualifikation der Mitarbeitenden positiv Einfluss nimmt. Da keine Daten zur Kapitalausstattung erhoben wurden, werden die Bruttolöhne verglichen. Wie aus Tabelle 13 ersichtlich wird, verdienen die Mitarbeitenden börsenkotierter Aktiengesellschaften im Durchschnitt 36% mehr als Mitarbeitende in einem durchschnittlichen Unternehmen in der Schweiz und 29% mehr als Mitarbeitende von Unternehmen mit 50 und mehr Beschäftigten. Wird unterstellt, dass alle Beschäftigten zum Grenzprodukt ihrer Arbeit entschädigt werden, dann kann geschlossen werden, dass Mitarbeitende börsenkotierter Unternehmen aufgrund ihrer Qualifikationen etwa 36% produktiver sind als der schweizerische Durchschnitt und 29% produktiver als der durchschnittliche Beschäftigte von grösseren Unternehmen. Dies erklärt jedoch nur einen Anteil der Differenz in der Bruttowertschöpfung pro Arbeitsplatz. Daraus lässt sich schliessen, dass der Kapitaleffekt einen weiteren wesentlichen Grund für die hohe Arbeitsplatzproduktivität darstellt.

Tabelle 13: Vergleich der Bruttolöhne, Mittelwerte der Monatslöhne, 2010 (in Franken)

Branche	B-AG in der Schweiz	LK1	B-AG in %	LK2	B-AG in %	LK3
Alle Unternehmen	9'595	7'046	136%	7'425	129%	13'723
Industrie	8'679	6'919	125%	7'192	121%	12'582
Dienstleistungen	10'797	7'194	150%	7'572	143%	14'463

Ausgewiesene Lohnkategorien: LK1 = Unternehmen total; LK2 = Unternehmen mit 50 und mehr Beschäftigten; LK3 = Anforderungsniveau des Arbeitsplatzes: Verrichtung höchst anspruchsvoller und schwierigster Arbeiten. Quellen: Bundesamt für Statistik, Lohnstrukturerhebung, börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

2.3.3. Internationalisierungsgrad

Beim Vergleich des Internationalisierungsverhaltens börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften mit dem Durchschnitt der Schweiz zeigt sich folgendes Bild: Die börsenkotierten Industrieunternehmen exportieren im Schnitt einen um 15 Prozentpunkte höheren Anteil ihres Umsatzes (62%) als die Schweizer Industrieunternehmen insgesamt (47%). Bei der Chemie- und Pharmaindustrie ist der Exportanteil der börsenkotierten Unternehmen um 8 Prozentpunkte tiefer als im Branchendurchschnitt. Dies deutet darauf hin, dass diese Unternehmen die Auslandsmärkte verstärkt durch Tochtergesellschaften im Ausland bedienen. Börsenkotierte Unternehmen kommen dabei für 42% aller schweizerischen Warenexporte auf (siehe 2.2.3).

Tabelle 14: Vergleich der Exportanteile am produzierten Umsatz in der Schweiz, 2010

Branchen	Alle Unternehmen in der Schweiz	B-AG in der Schweiz
Industrie total	47%	62%
Chemie und Pharma	77%	69%
Maschinenindustrie	54%	80%

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamtes für Statistik, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung und der Eidgenössischen Zollverwaltung, Aussenhandelsstatistik; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

Die börsenkotierten Aktiengesellschaften bedienen ausländische Märkte nicht nur über Exporte aus der Schweiz, sondern sind auch über Niederlassungen weltweit aktiv. Dies spiegelt sich in einem hohen Personalbestand im Ausland wider. Bei börsenkotierten Unternehmen kommen auf jeden Mitarbeitenden in der Schweiz 4.9 Mitarbeitende im Ausland. Demgegenüber liegt die Zahl für alle Schweizer Unternehmen bei einem Beschäftigten im Inland zu 0.9 Beschäftigten im Ausland. Besonders ausgeprägt ist die multinationale Orientierung im Bereich der Produktion und der Beschäftigung bei börsenkotierten Industrieunternehmen.

Tabelle 15: Vergleich der Beschäftigungsanteile im Ausland (Anzahl Mitarbeitende im Ausland pro Mitarbeitendem in der Schweiz), 2011

Branchen	Alle Unternehmen in der Schweiz	B-AG in der Schweiz
Alle Branchen	0.9	4.9
Privater Sektor	1.1	4.9
Industrie total	1.4	6.2
Chemie und Pharma	2.9	5.5
Maschinenindustrie	1.4	6.9
Dienstleistungen total	0.6	3.0
Dienstleistungen ohne öffentl. Sektor	0.9	3.0
Finanzdienstleistungen	0.8	1.7

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamtes für Statistik, Beschäftigungsstatistik, der Schweizerischen Nationalbank, Direktinvestitionen; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

2.3.4. Forschungsintensität

Börsenkotierte Aktiengesellschaften im Industriesektor weisen eine höhere Forschungsintensität auf als der Schweizer Durchschnitt. Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen machen 21% der Wertschöpfung aus, während dieser Anteil in der Privatwirtschaft im schweizerischen Mittel rund 11% beträgt. Sowohl in der Maschinenindustrie als auch in der Chemie- und Pharmabranche investieren börsenkotierte Unternehmen im Verhältnis zur Wertschöpfung rund dreimal so viel in Forschung und Entwicklung wie der Branchendurchschnitt.

Tabelle 16: Vergleich der Forschungs- und Entwicklungsausgaben in Prozent der Bruttowertschöpfung

Branchen	Schweiz 2008	B-AG in der Schweiz 2010
Industrie total	11%	21%
Chemie und Pharma	23%	67%
Maschinenindustrie	5%	16%

Quellen: Eigene Berechnungen aufgrund von Daten des Bundesamtes für Statistik, Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung; börsenkotierte Unternehmen: Hochrechnung der B-AG-Befragungsergebnisse.

2.3.5. Zwischenfazit

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften unterscheiden sich deutlich vom Durchschnitt der Unternehmen in der Schweiz. Viele der börsenkotierten Aktiengesellschaften sind kapitalintensive Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung. Die

Schweiz ist für diese Unternehmen der Standort ihres Hauptsitzes, einer von mehreren Schwerpunkten ihrer Forschung und Entwicklung sowie ein für die Schweiz bedeutender Produktionsort. Allerdings findet der grössere Teil der Aktivitäten börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften im Ausland statt. So beschäftigen diese Unternehmen fast fünfmal mehr Mitarbeitende im Ausland als in der Schweiz. Als Folge ihrer globalen Ausrichtung und ihrer kapitalintensiven Produktionsweise sind die schweizerischen Arbeitsplätze börsenkotierter Unternehmen produktiver als der Schweizer Durchschnitt. Die überdurchschnittlichen Durchschnittslöhne deuten auf eine höhere Qualifikation der Mitarbeitenden in diesen Gesellschaften hin.

2.4. Indirekte Effekte börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

Die bisherige Analyse hat sich auf die direkten Eigenschaften börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften und deren unmittelbare Relevanz für die schweizerische Volkswirtschaft konzentriert. Diese Effekte lassen sich aufgrund der vorliegenden Daten gut belegen. Eine derartige Betrachtung unterschätzt jedoch die vollständige Bedeutung dieser Gesellschaften, da zusätzliche Auswirkungen auf die Volkswirtschaft der Schweiz nicht berücksichtigt werden. Diese zusätzlichen indirekten Wirkungen sind naturgemäss schwieriger zu quantifizieren, ungeachtet der Tatsache, dass sie existieren. In diesem Abschnitt wird untersucht, wie die börsenkotierten Aktiengesellschaften durch den Bezug von Vorleistungen zusätzlich Wertschöpfung und Beschäftigung in der Schweiz auslösen.

Die Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen löst bei den Vorleistungsproduzenten zusätzliche Lieferungen und damit Wertschöpfung und Beschäftigung aus. Die von börsenkotierten Unternehmen ausgehenden indirekten Effekte sind gesamtwirtschaftlich bedeutsam, da über die Zulieferketten in der Schweiz mehr als 156'000 Arbeitskräfte beschäftigt werden und eine Wertschöpfung von über 25 Milliarden Franken generiert wird (siehe Tabelle 18).

Methodisch werden diese indirekten Effekte mittels Multiplikatoren geschätzt, welche zeigen, mit welchem Faktor der direkte Effekt multipliziert werden muss, um die vollständige Bedeutung der untersuchten Unternehmensgruppe zu einem bestimmten Zeitpunkt zu ermitteln. Bei einem Multiplikator von beispielsweise zwei ist die Wertschöpfung oder Beschäftigung im Bereich der Vorleistung genauso gross wie in der untersuchten Unternehmensgruppe. Ermittelt werden solche Multiplikatoren entweder aufgrund von Input-Output-Tabellen oder mithilfe von Befragungen. Hierbei ist es wichtig zu berücksichtigen, dass Vorleistungen auch aus dem Ausland bezogen werden können und folglich in diesem Fall keine Wertschöpfung im Inland bewirken. Aufgrund der geschätzten zusätzlichen indirekten Wertschöpfung kann anschliessend mithilfe der Durchschnittsproduktivität die dadurch ausgelöste indirekte Beschäftigung berechnet werden.

Basierend auf den Ergebnissen der durchgeführten Befragung lassen sich für den Durchschnitt der Jahre 2010 und 2011 ein Wertschöpfungsmultiplikator von 1.3 und ein Beschäftigungsmultiplikator von 1.5 ableiten (siehe Tabelle 17). Aus der Befragung sind die in der Schweiz bezogenen Vorleistungen bekannt. Diese entsprechen knapp 30% der Wertschöpfung börsenkotierter Aktiengesellschaften. Daraus leitet sich ein Wertschöpfungsmultiplikator von 1.3 ab. Wird

unterstellt, dass diese Wertschöpfung mit der durchschnittlichen Arbeitsproduktivität der Schweiz produziert wird, ergibt sich die dafür notwendige Beschäftigung. Sie beträgt mit 156'395 Personen knapp die Hälfte der direkten Beschäftigung der börsenkotierten Aktiengesellschaften.

Die im Rahmen der vorliegenden Untersuchung ermittelten Multiplikatoren sind kleiner als die Werte einer methodisch verwandten Studie des European Round Table of Industrialists (2008). Dabei ist zu beachten, dass die im Rahmen der vorliegenden Analyse vorgenommene regionale Eingrenzung auf die Schweiz wesentlich kleiner ist als jene des European Round Table of Industrialists, welcher die Effekte innerhalb der Europäischen Union untersuchte. Bei der ausschliesslich für die Schweiz getätigten Abschätzung ist folglich mit grösseren Importen zu rechnen, was den Multiplikator für die Schweiz entsprechend reduziert. Auf wesentlich höhere Werte kommen Polynomics und BAK Basel Economics (2011) bei einer Untersuchung der schweizerischen Pharmaindustrie basierend auf Input-Output-Modellen. Hier haben branchenspezifische Faktoren vermutlich einen grossen Einfluss, weshalb eine Übertragung dieser Multiplikatoren auf börsenkotierte Unternehmen nicht zulässig ist. Zur Unternehmensgruppe der börsenkotierten Unternehmen gehören auch Dienstleistungsunternehmen, welche häufig einen kleineren Vorleistungsbezug haben als Industrieunternehmen. Dementsprechend ermittelt BAK Basel Economics (2011) für den Schweizer Finanzsektor auch Wertschöpfungs- und Beschäftigungsmultiplikatoren, die näher an denjenigen liegen, die in der vorliegenden Untersuchung für die börsenkotierten Aktiengesellschaften geschätzt wurden. Aufgrund dieser Vergleiche können die für die börsenkotierten Unternehmen ermittelten Multiplikatoren als eine vorsichtige, aber realistische Schätzung angesehen werden.

Tabelle 17: Vergleich der Multiplikatoren

Untersuchungsobjekt	Autoren	Jahr	Wertschöpfungs-multiplikator	Beschäftigungs-multiplikator
Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften	Beier, Hauser, Hauser	2010/11	1.3	1.5
Pharmaindustrie Schweiz	Polynomics / BAK Basel Economics	2010	2.0	3.7
Finanzsektor	BAK Basel Economics	2009	1.3	1.7
50 grössten Industrieunternehmen in Europa	European Round Table of Industrialists	2007	1.6	2.1

Quellen: Polynomics und BAK Basel Economics (2011), BAK Basel Economics (2011), European Round Table of Industrialists (2008); börsenkotierte Unternehmen: eigene Berechnungen.

In Tabelle 18 sind die direkte, indirekte und totale Bedeutung der börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften dargestellt. Unter Berücksichtigung der durch die Vorleistungen ausgelösten Effekte steigt der Anteil dieser Unternehmensgruppe an der Bruttowertschöpfung der Schweiz von 18 auf 23%, der Anteil an der Beschäftigung von 10 auf 15%. Folglich hängen indirekt 156'395 Beschäftigte von börsenkotierten Aktiengesellschaften ab. Der Beschäftigungsmultiplikator ist etwas grösser als der Wertschöpfungsmultiplikator, was darin begründet

liegt, dass börsenkotierte Unternehmen kapitalintensiver sind und ihre Wertschöpfung daher von relativ weniger Arbeitskräften erbracht werden kann. Demgegenüber weist die restliche Volkswirtschaft eine tiefere Kapitalintensität auf, sodass zur Erstellung der indirekten Wertschöpfung mehr Erwerbstätige benötigt werden.

Tabelle 18: Abschätzung der direkten und indirekten Wertschöpfung und Beschäftigung, 2010/11

		direkte Bedeutung	indirekte Bedeutung	Total
Bruttowertschöpfung	in Mio. Fr.	97'835	25'149	122'984
	in % der Schweiz	18%	5%	23%
Beschäftigung	in Vollzeitäquivalenten	331'312	156'395	487'707
	in % der Schweiz	10%	5%	15%

Quellen: eigene Berechnungen.

3. Bedeutung der börsenkotierten Aktiengesellschaften aus Sicht der Schweizer KMU

In diesem Abschnitt wird untersucht, welche Bedeutung börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften für KMU in der Schweiz haben. Das Hauptaugenmerk der Betrachtung liegt dabei in der Analyse, inwieweit sich positive Einflüsse auf KMU aus deren Beziehung zu börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften ergeben. Besonderer Fokus liegt dabei auf den folgenden Bereichen:

- Umsätze und Beschäftigung,
- Unternehmensentwicklung,
- Internationalisierung,
- Innovationstätigkeit sowie
- Rahmenbedingungen.

3.1. Methodik und Vorgehen

Dieser Abschnitt stellt dar, auf welche Grundgesamtheit sich der folgende zweite Analyseschritt bezieht und mit welchen Methoden die Daten erhoben und ausgewertet wurden.

3.1.1. Datenbasis

Um die Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften aus der Perspektive von Schweizer KMU zu analysieren, wurde vom 14. bis 29. November 2012 anhand eines strukturierten Fragebogens eine repräsentative Querschnittsbefragung im B2B-Online-Panel des Marktforschungsinstituts amPuls durchgeführt.

Die Grundgesamtheit dieser Untersuchung sind Unternehmen aus der Deutsch- und Westschweiz mit weniger als 500 Mitarbeitenden (KMU). Damit lehnt sich die Analyse an die KMU-Definition des Instituts für Mittelstandsforschung (IfM) Bonn an, die bei wissenschaftlichen Studien vielfach als Abgrenzungssystematik herangezogen wird (Günterberg/Wolter 2003). Gemäss Daten des Bundesamtes für Statistik umfasst diese Gruppe 303'398 Unternehmen. Die Stichprobenbildung erfolgte mittels Random-Quota-Verfahren, wobei die Unternehmen nach dem Zufallsverfahren und dem Quotenmerkmal Sprachregion gezogen wurden. Diese Vorgehensweise wurde angewendet, da aufgrund des hohen Anteils an Kleinunternehmen und Unternehmen aus der Deutschschweiz in der betrachteten Grundgesamtheit eine proportionale Zufallsstichprobe keine ausreichende Anzahl an kleinen und mittleren Unternehmen sowie Westschweizer Unternehmen zugelassen hätte. Von den 3'400 Unternehmen der Ausgangsstichprobe (repräsentativ gemäss Betriebszählung des Bundesamtes für Statistik) beteiligten sich 552 KMU an der Befragung, was einer Rücklaufquote von 16% entspricht. Somit liegt das Konfidenzintervall bei einem Konfidenzniveau von 95% bei ± 4.17 . Die Resultate wurden nach Unternehmensgrösse und Sprachregion repräsentativ (gemäss Betriebszählung des Bundesamtes für Statistik) gewichtet und auf die Basis hochgerechnet. Sofern nicht anders angegeben,

basieren entsprechend alle in der nachfolgenden Analyse dargestellten Ergebnisse auf den gewichteten und hochgerechneten Werten.

Mithilfe des Fragebogens wurden von den KMU zu verschiedenen Aspekten ihrer Geschäftstätigkeit Daten erhoben, wie etwa über ihre Kundengruppen, ihr Innovationsverhalten und ihre Auslandsaktivitäten. Neben diesen Angaben zu den allgemeinen Geschäftsaktivitäten sollten durch die Befragung Informationen über die Geschäftsbeziehungen und die Zusammenarbeit von KMU mit börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften generiert werden. Hierfür wurden die KMU unter anderem gefragt, ob sie mit börsenkotierten Gesellschaften direkt oder mit deren Mitarbeitenden Umsätze erwirtschaften und ob darüber hinaus weitere Formen der Kooperation bestehen. Gleichzeitig wurde ermittelt, welchen Stellenwert diese Geschäftsbeziehungen für das Unternehmen im Allgemeinen sowie für dessen Innovationstätigkeit und Auslandsaktivitäten im Speziellen haben. Daneben wurden auch weitere firmenspezifische Charakteristika abgefragt, wie etwa die Beschäftigtenzahl, das Unternehmensalter oder die Rechtsform. Abschliessend wurden die Befragten gebeten, einige generelle Einschätzungen zur Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für die wirtschaftliche Entwicklung der Schweizer Unternehmen und den Wirtschaftsstandort Schweiz insgesamt abzugeben. Der Fragebogen kann dem Anhang entnommen werden.

In 59.5% der Fälle handelte es sich bei der befragten Zielperson um den Eigentümer, Inhaber oder Teilhaber des Unternehmens. Bei 15.8% wurden die Angaben von einem angestellten Geschäftsführer gemacht, in den übrigen 24.7% der Fälle von einem anderen Entscheidungsträger mit Führungsfunktion. In 58.6% der Fälle war die antwortende Zielperson ein Mann und in 41.4% eine Frau, wobei das Durchschnittsalter der Zielpersonen bei 50 Jahren lag.

3.1.2. Strukturmerkmale

Im Folgenden werden die Strukturmerkmale des für die Grundgesamtheit (303'398 Unternehmen) gewichteten und hochgerechneten Datensatzes dargestellt und anhand einzelner, im Rahmen dieser Studie relevanter Kategorien weiter ausdifferenziert. Die ausgewiesenen Verteilungen helfen dabei, die später untersuchten Zusammenhänge in den Daten besser interpretieren zu können.

Nach Angabe zum Unternehmenssitz befinden sich 75.5% Deutschschweizer und 24.5% Westschweizer Unternehmen im Datensatz, womit die regionale Verteilung der Unternehmen in der Schweiz gut wiedergegeben ist.

Tabelle 19: KMU nach Sprachregion des Unternehmenssitzes

	Anteil in %	Anzahl
Deutschs Schweiz	75.5%	229'065
Westschweiz	24.5%	74'333
KMU total	100.0%	303'398

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Die hier betrachteten KMU beschäftigen in der Schweiz gemäss Betriebszählung des Bundesamtes für Statistik mehr als 2.6 Millionen Mitarbeitende. In Bezug auf die Unternehmensgrösse zeigt sich, dass mit 83.3% der Grossteil der Unternehmen weniger als 10 Beschäftigte hat, weitere 15.4% haben zwischen 10 und 99 Mitarbeitenden. Die restlichen Unternehmen mit 100 bis 499 Beschäftigten machen im untersuchten Unternehmenssegment einen Anteil von 1.3% aus. Damit ist die Verteilung der Grössenklassen, wie sie nach der Betriebszählung des Bundesamtes für Statistik ausgewiesen wird, gut wiedergegeben.

Tabelle 20: KMU nach Beschäftigtengrössenklassen

	Anteil in %	Anzahl
bis 9 Beschäftigte	83.3%	252'731
10 bis 99 Beschäftigte	15.4%	46'723
100 bis 499 Beschäftigte	1.3%	3'944
KMU total	100.0%	303'398

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 2'622'347 Beschäftigte in 303'398 KMU.

Differenziert nach Umsatzgrössenklassen beläuft sich der Anteil der im Rahmen der Studie analysierten Unternehmen mit unter 175'000 Franken Jahresumsatz auf 35.5%. Bei 31.4% handelt es sich um Unternehmen, die einen jährlichen Umsatz zwischen 175'000 und unter 600'000 Schweizer Franken erwirtschaften; 22.7% der Unternehmen weisen einen Jahresumsatz zwischen 600'000 und bis unter 4 Millionen Franken auf. Bei weiteren 9.4% liegt der Jahresumsatz zwischen 4 und unter 50 Millionen Franken. Die restlichen 1.0% generieren einen Umsatz von 50 Millionen Franken und mehr.

Tabelle 21: KMU nach Umsatzgrössenklassen

Umsatzgrössenklassen in 1'000 Fr.	Anteil in %	Anzahl
bis unter 175	35.5%	107'706
175 bis unter 600	31.4%	95'267
600 bis unter 4'000	22.7%	68'871
4'000 bis unter 50'000	9.4%	28'519
50'000 und mehr	1.0%	3'034
KMU total	100.0	303'398

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Wie aus Tabelle 22 hervorgeht, sind 18.8% der KMU international orientiert, das heisst sie erwirtschaften einen Teil ihres Umsatzes auch im Ausland. Dies entspricht in Bezug auf das gesamte Unternehmenssegment in absoluten Werten hochgerechnet 57'039 Unternehmen. Betrachtet man nur die KMU, die mehr als 10% ihres Umsatzes im Ausland machen, beläuft sich deren Anteil an allen Schweizer KMU auf 10.8%. Absolut entspricht dies 32'767 KMU in der Schweiz.

Bezogen auf alle Unternehmen errechnet sich ein durchschnittlicher Anteil des Auslandsumsatzes am Gesamtumsatz von 6.4%. Werden die Auslandsumsätze in Relation zu den international tätigen KMU gesetzt, zeigt sich, dass diese Unternehmen einen beachtlichen Anteil ihrer Umsätze ausserhalb der Schweiz erwirtschaften: Durchschnittlich erzielt jedes international aktive KMU gut ein Drittel seines Gesamtumsatzes im Ausland (34.0%).

Tabelle 22: KMU nach Auslandsaktivitäten

	Anteil in %	Anzahl
International aktive KMU	18.8%	57'039
KMU, die mehr als 10% ihres Umsatzes im Ausland erwirtschaften	10.8%	32'767
Anteil des Auslandsumsatzes am Gesamtumsatz aller KMU	6.4%	
Anteil des Auslandsumsatzes am Gesamtumsatz der international aktiven KMU	34.0%	

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Ferner zeigt sich, dass eine deutliche Abhängigkeit der Auslandsorientierung eines Unternehmens von dessen Grösse besteht: Mit zunehmendem Umsatz nimmt der Anteil des Auslandsumsatzes am Gesamtumsatz beständig zu. Während Unternehmen mit einem Jahresumsatz bis unter 175'000 Franken im Durchschnitt 97.2% ihres Umsatzes in der Schweiz erwirtschaften, liegt dieser Anteil in der Gruppe der KMU mit einem Umsatz von 50 Millionen Franken

und mehr noch durchschnittlich bei 51.1%. Insgesamt zeigt die Betrachtung der Inlandsumsatzquoten die starke Ausrichtung der KMU auf regionale bzw. nationale Märkte.

Tabelle 23: Inlandsumsatzanteil nach Umsatzgrössenklassen

Umsatzgrössenklassen (in 1'000 Fr.)	Anteil Inlandsumsatz in % an Gesamtumsatz KMU
bis unter 175	97.2%
175 bis unter 600	95.5%
600 bis unter 4'000	92.8%
4'000 bis unter 50'000	88.9%
50'000 und mehr	51.1%

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Die starke Orientierung der KMU auf den Inlandsmarkt zeigt sich auch in Bezug auf die Struktur der Mitarbeitenden. Im betrachteten Unternehmenssegment beschäftigen 7.3% der Unternehmen auch Mitarbeitende im Ausland. Dies entspricht absolut 22'148 Unternehmen mit insgesamt 519'721 Beschäftigten im Ausland. Bei den KMU liegt das Verhältnis von Beschäftigten im Inland zu Beschäftigten im Ausland folglich bei 5 zu 1: Auf 5 Mitarbeitende in der Schweiz kommt ein Mitarbeitender im Ausland.

Tabelle 24: KMU-Beschäftigte im Ausland

	Anteil in %	Anzahl
KMU mit Beschäftigten im Ausland	7.3%	22'148
Beschäftigte im Ausland		519'721

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 2'622'347 Beschäftigte in 303'398 KMU.

Tabelle 25 gibt die Anzahl der KMU wieder, die gemäss Selbstausskunft in den letzten fünf Jahren Produkte oder Dienstleistungsangebote neu entwickelt oder signifikant weiterentwickelt haben und damit als innovative Unternehmen klassifiziert werden können. Zu dieser Gruppe gehören (bezogen auf das gesamte Unternehmenssegment) 34.2% oder absolut 103'762 Unternehmen. Insgesamt erwirtschaften 24.4% der KMU mehr als 10% ihres Gesamtumsatzes mit innovativen Produkten oder Dienstleistungsangeboten. Dies entspricht in absoluten Zahlen 74'029 Unternehmen.

Über alle Unternehmen betrachtet erwirtschaften die Unternehmen durchschnittlich 12.4% ihres Gesamtumsatzes mit innovativen Produkten oder Dienstleistungsangeboten. Wird nur die Gruppe der innovativen KMU betrachtet, zeigt sich, dass diese Unternehmen 39.4% ihres Um-

satzes mit Produkten oder Dienstleistungsangeboten generieren, die sie in den zurückliegenden fünf Jahren neu entwickelt oder signifikant weiterentwickelt haben.

Tabelle 25: KMU nach Innovationsaktivitäten

	Anteil in %	Anzahl
Innovative KMU	34.2%	103'762
KMU, die mehr als 10% ihres Umsatzes mit innovativen Produkten erwirtschaften	24.4%	74'029
Umsatzanteil innovativer Produkte am Gesamtumsatz aller KMU	12.4%	
Umsatzanteil innovativer Produkte am Gesamtumsatz der innovativen KMU	39.4%	

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Die Betrachtung der Unternehmen nach Beschäftigten- und Umsatzgrössenklassen macht deutlich, dass es sich bei dem hier analysierten Unternehmenssegment überwiegend um Kleinst- und Kleinunternehmen handelt. 98.7% der Unternehmen beschäftigen weniger als 100 Mitarbeitende und zwei Drittel erwirtschaften weniger als 600'000 Franken Jahresumsatz. Die Unternehmen sind dabei in ihrer grossen Mehrzahl auf den regionalen bzw. nationalen Markt ausgerichtet, jedoch erwirtschaftet knapp jedes fünfte Unternehmen einen Teil seines Umsatzes auch im Ausland. Bezogen auf den Gesamtumsatz spielt das Auslandsgeschäft im betrachteten Unternehmenssegment allerdings nur eine untergeordnete Rolle; lediglich jeder fünfzehnte Franken wird im Ausland generiert. Jedes dritte KMU hat in den zurückliegenden fünf Jahren Produkte oder Dienstleistungsangebote neu oder signifikant weiterentwickelt und jeder achte Franken wird mit innovativen Leistungen erwirtschaftet. Die Struktur des Datensatzes spiegelt damit gut den Aufbau des KMU-Segments in der Schweiz wider.

3.2. Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für Umsätze und Beschäftigung in Schweizer KMU

Im Folgenden wird aufgezeigt, welche direkte Bedeutung börsenkotierte Unternehmen für die Umsätze und die Beschäftigung in Schweizer KMU haben. Dazu wird zunächst allgemein betrachtet, mit welchen Kundengruppen Schweizer KMU geschäftliche Beziehungen unterhalten. Wie in Tabelle 26 dargestellt, erwirtschaften 81.1% der KMU einen Teil ihrer Umsätze im sogenannten B2C-Bereich (Business-to-Consumer), indem sie Produkte oder Dienstleistungen direkt an Endkonsumenten verkaufen. Daneben sind 75.5% der KMU im sogenannten B2B-Geschäft (Business-to-Business) tätig, das heisst sie generieren ihre Umsätze mindestens teilweise mit privatwirtschaftlichen Unternehmen. Weitere 42.5% der Unternehmen sind im sogenannten B2G-Sektor (Business-to-Government) aktiv, welcher die geschäftlichen Beziehungen zu

Staatsunternehmen oder staatlichen Behörden umfasst. Bei diesen Werten ist zu beachten, dass ein Unternehmen prinzipiell mit jeder dieser drei Kundengruppen gleichzeitig in geschäftlichen Beziehungen stehen und einen Teil seiner Umsätze generieren kann. Entsprechend waren zu diesem Aspekt Mehrfachnennungen möglich.

Tabelle 26: KMU nach Kundengruppen in der Schweiz

Umsatz mit...	Anteil in %	Anzahl
Endkonsumenten	81.1%	246'056
Privatwirtschaftlichen Unternehmen	75.5%	229'065
Staatsunternehmen/staatlichen Behörden	42.5%	128'944

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU. Mehrfachnennung möglich.

Bezogen auf die Umsatzanteile, welche KMU mit den drei verschiedenen Kundengruppen generieren, zeigt sich, dass das B2C-Geschäft durchschnittlich 47.9% zum Gesamtumsatz der Unternehmen beiträgt. 43% aller Umsätze werden mit der Kundengruppe der privatwirtschaftlichen Unternehmen erwirtschaftet (B2B) und 9.1% mit der öffentlichen Hand (B2G).

Tabelle 27: KMU-Umsätze je Kundengruppe in der Schweiz nach Anteil am Gesamtumsatz

Umsatz mit...	Anteil in %
Endkonsumenten	47.9%
Privatwirtschaftlichen Unternehmen	43.0%
Staatsunternehmen/staatlichen Behörden	9.1%
Total	100.0%

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Ausgehend von den bisherigen Betrachtungen soll im Folgenden eingehend analysiert werden, welche Bedeutung börsennotierte Aktiengesellschaften für die Umsätze von Schweizer KMU haben. Prinzipiell können KMU auf zwei verschiedene Arten Umsätze im Zusammenhang mit börsennotierten Unternehmen generieren: Zum einen, indem sie im B2B-Bereich mit börsennotierten Gesellschaften direkte geschäftliche Beziehungen unterhalten (B2B-Umsätze). Zum anderen, indem sie im B2C-Bereich Umsätze mit Mitarbeitenden börsennotierter Unternehmen erwirtschaften (B2C-Umsätze).

Tabelle 28 bietet einen detaillierten Überblick über die geschäftlichen Beziehungen Schweizer KMU mit börsennotierten Unternehmen. Wie aus den Daten hervorgeht, erzielen insgesamt 36.6% aller KMU in der Schweiz Umsätze, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit börsen-

senkotierte Unternehmen stehen. Dies entspricht absolut einer Zahl von 111'044 Unternehmen.

Eine differenzierte Betrachtung der Kundenbeziehungen zeigt zum einen, dass 17.6% der KMU (53'398 Unternehmen) ausschliesslich im B2B-Bereich Umsätze direkt mit börsenkotierten Unternehmen erzielen. Zum anderen generieren 6.3% der KMU (19'114 Unternehmen) ausschliesslich Umsätze im Zusammenhang mit börsenkotierten Unternehmen im B2C-Bereich durch deren Mitarbeitende. Weitere 12.7% der KMU (38'532 Unternehmen) erwirtschaften sowohl B2B-Umsätze mit börsenkotierten Unternehmen als auch B2C-Umsätze mit deren Mitarbeitenden.

Tabelle 28: KMU mit B2B-Umsätzen mit B-AG oder B2C-Umsätzen mit B-AG-Mitarbeitenden oder beidem

Umsätze mit B-AG und/oder deren Mitarbeitenden	Anteil in %	Anzahl
Weiss nicht	12.5%	37'925
Keine	50.9%	154'429
B2B-Umsätze oder B2C-Umsätze	36.6%	111'044
B2B-Umsätze	17.6%	53'398
B2C-Umsätze	6.3%	19'114
B2B-Umsätze und B2C-Umsätze	12.7%	38'532

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Um die Anzahl derjenigen KMU zu bestimmen, für welche Geschäftsbeziehungen zu börsenkotierten Schweizer Unternehmen einen bedeutenden wirtschaftlichen Stellenwert haben, werden im Folgenden diejenigen KMU näher betrachtet, die entweder im B2B- oder im B2C-Bereich mehr als 10% des Umsatzes mit börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften erwirtschaften. Wie in Tabelle 29 ersichtlich, zeigt sich für den B2B-Bereich, dass 10.6% aller KMU (32'160 Unternehmen) mehr als 10% des Umsatzes mit börsenkotierten Unternehmen generieren. Im B2C-Geschäft sind es 5.2% der KMU (15'777 Unternehmen), die mehr als 10% des Umsatzes mit den Mitarbeitenden von börsenkotierten Unternehmen erzielen. Weitere 2.8% der KMU (8'495 Unternehmen) erwirtschaften sowohl im B2B- als auch im B2C-Geschäft mehr als 10% des Umsatzes mit börsenkotierten Aktiengesellschaften bzw. mit deren Mitarbeitenden. Die Zahlen zeigen, dass börsenkotierte Aktiengesellschaften für zahlreiche KMU nicht nur im B2B-Geschäft, sondern auch für eine nicht unerhebliche Anzahl KMU im B2C-Bereich von besonderer Bedeutung sind.

Tabelle 29: Anteil der B2B-Umsätze mit B-AG oder B2C-Umsätze mit B-AG-Mitarbeitenden höher als 10 Prozent

	Anteil in %	Anzahl
B-AG-Umsätze mehr als 10% der B2B-Umsätze	10.6%	32'160
B-AG-Umsätze mehr als 10% der B2C-Umsätze	5.2%	15'777
B-AG-Umsätze mehr als 10% der B2B- und der B2C-Umsätze	2.8%	8'495

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Aufgrund der hohen Zahl an KMU, die mit börsenkotierten Unternehmen direkt (B2B) oder mit deren Mitarbeitenden (B2C) Umsätze generieren, sowie der Höhe der ermittelten Umsatzanteile lässt sich eine gewisse existenzbestimmende Abhängigkeit einiger KMU von börsenkotierten Unternehmen vermuten. Um diesen Zusammenhang genauer untersuchen zu können, wurden die KMU mit B-AG-Umsätzen im Rahmen der Erhebung konkret zu diesem Zusammenhang befragt. Dazu wurden die Zielpersonen gebeten, auf einer sogenannten Likert-Skala mit den Antwortoptionen von (1) „trifft gar nicht zu“ bis (7) „trifft voll und ganz zu“ anzugeben, inwieweit sie der Aussage zustimmen, dass ihr Unternehmen ohne die Umsätze nicht überleben könnte, die es mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden erwirtschaftet. Über die graduellen Antwortoptionen mit den Werten 2 bis 6 konnten die Befragten ihre Einschätzung entsprechend abstufen.

Im Gesamtergebnis gaben 41.8% der Befragten an, dass es aus ihrer Sicht überhaupt nicht zutrifft, dass ihr Unternehmen ohne die Umsätze mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden nicht überleben könnte. Weitere 28.8% (20.3% + 8.5%) widersprechen tendenziell und 8.2% zeigen sich bezüglich dieser Frage unentschieden (Kategorie 4). Demgegenüber stimmen 16.8% (9.9% + 6.9%) der Aussage tendenziell zu, dass die Umsätze mit den börsenkotierten Aktiengesellschaften für ihr Unternehmen überlebensnotwendig sind. Weitere 4.4% bejahen diese Aussage sogar voll und ganz.

Werden die obersten drei Zustimmungskategorien (die Kategorien 5 bis 7) zusammengefasst, ergibt sich ein Wert von 21.2% oder in absoluten Zahlen 23'541 KMU, welche die existenzielle Abhängigkeit des Unternehmens von den Umsätzen mit börsenkotierten Unternehmen mindestens tendenziell bestätigen. Wird ausschliesslich der Anteil der höchstmöglichen Zustimmung auf die Grundgesamtheit hochgerechnet, so hängt die Existenz von mindestens 4'886 KMU in der Schweiz direkt von deren Umsätzen mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden ab.

Tabelle 30: KMU, die ohne die Umsätze mit B-AG nicht überleben könnten

„Unser Unternehmen könnte ohne die Umsätze nicht überleben, die es mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitern erwirtschaftet.“	Anteil in %	Anzahl
1 = Trifft überhaupt nicht zu	41.8%	46'416
2	20.3%	22'542
3	8.5%	9'439
4	8.2%	9'106
5	9.9%	10'993
6	6.9%	7'662
7 = Trifft voll und ganz zu	4.4%	4'886

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 111'044 KMU, die Umsätze mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden generieren.

Abschliessend wird dargestellt, wie viele Arbeitsplätze in Schweizer KMU direkt von den Umsätzen abhängen, welche die KMU mit börsenkotierten Schweizer Gesellschaften erwirtschaften. Dazu wurden die KMU gefragt, wie viele Arbeitsplätze schätzungsweise abgebaut werden müssten, wenn das Unternehmen keine Umsätze mehr mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden erwirtschaften würde und der entfallende Umsatzanteil nicht anderweitig kompensiert werden könnte. Umgerechnet auf die Gesamtbeschäftigung aller KMU in der Schweiz ergibt sich nach dem Ergebnis der durchgeführten Befragung ein Anteil von 6.6% der Arbeitsplätze in KMU, die direkt von den Umsätzen mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen abhängen. Dies entspricht hochgerechnet in absoluten Zahlen 173'075 Beschäftigten in Schweizer KMU. Folglich hängen die Arbeitsplätze 173'075 Schweizer KMU-Mitarbeitender direkt oder indirekt von börsenkotierten Aktiengesellschaften ab.

Tabelle 31: KMU-Arbeitsplätze, die direkt von den Umsätzen mit B-AG abhängen

	Anteil in % Beschäftigte KMU	Anzahl Beschäftigte KMU
Direkt abhängige KMU-Arbeitsplätze	6.6%	173'075

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 2'622'347 Beschäftigte in 303'398 KMU.

Diese Zahl entspricht in etwa den indirekten Beschäftigungseffekten, wie sie mittels Beschäftigungsmultiplikator in Kapitel 2.4 ermittelt wurden. Dort wurde abgeschätzt, dass die börsenkotierten Unternehmen durch den Bezug von Vorleistungen bei Lieferanten in der Schweiz 156'395 zusätzliche Arbeitsplätze schaffen. Die leicht höhere Zahl, die auf der Basis der KMU-Befragung ermittelt wurde, lässt sich zum Teil dadurch erklären, dass bei den KMU-Angaben neben dem direkten B2B-Geschäft auch Arbeitsplätze im reinen B2C-Bereich enthalten sind. Demgegenüber stützt sich die Multiplikator-Schätzung aus Kapitel 2.4 explizit nur auf das B2B-Geschäft und auf die letzte Stufe der Lieferkette, also auf diejenigen Unternehmen, welche di-

rekt an das börsenkotierte Unternehmen liefern (first tier supplier). Daneben gilt es zu beachten, dass durch die KMU-Befragung ausschliesslich Arbeitsplätze bei Unternehmen mit weniger als 500 Beschäftigten aus der Deutsch- und Westschweiz berücksichtigt sind, wohingegen der mithilfe des Beschäftigungsmultiplikators ermittelte Wert auch die Mitarbeitenden der Unternehmen mit 500 und mehr Beschäftigten sowie aus dem Tessin einbezieht. Basierend auf den Ergebnissen der KMU-Befragung und der Hochrechnung der Beschäftigtenzahl der börsenkotierten Unternehmen (335'410) lässt sich für das KMU-Segment der Deutsch- und Westschweiz somit ein Beschäftigungsmultiplikator von 1.5 ableiten.

3.3. Bedeutung der börsenkotierten Unternehmen für KMU in der Schweiz über reine Umsätze hinaus

Neben den aufgezeigten direkten Umsatzeffekten lassen sich weitere Einflüsse von börsenkotierten Schweizer Unternehmen auf KMU beobachten, die sich positiv auf deren Unternehmensentwicklung auswirken.

3.3.1. Art der Auswertung

Sofern nicht anders ausgewiesen, werden die Daten in derselben Art und Weise ausgewertet, wie dies bereits in Kapitel 3.2 erfolgt ist. Auch bei der Analyse der weiteren Einflüsse von börsenkotierten Schweizer Unternehmen auf KMU wurden den Zielpersonen verschiedene Aussagen vorgelegt. Die Befragten sollten erneut auf einer Likert-Skala von 1 bis 7 angeben, inwieweit sie der jeweiligen Aussage zustimmen. Auch hier wurde ein Antwortspektrum von (1) „trifft gar nicht zu“ bis (7) „trifft voll und ganz zu“ zur Auswahl gestellt. Für diese Untersuchung sind insbesondere die Werte mit höherer oder voller Zustimmung interessant, um die Einflüsse der börsenkotierten Unternehmen auf die Unternehmensentwicklung Schweizer KMU zu identifizieren. Entsprechend werden im Folgenden die Summen für die Bewertungen zwischen 5 und 7 als tendenzielle Zustimmung zu der jeweiligen Aussage interpretiert und in den zusammenfassenden Übersichtstabellen ausgewiesen.

3.3.2. Positive Einflüsse auf die Unternehmensentwicklung

Tabelle 32 bietet einen detaillierten Überblick über verschiedene Geschäfts- und Kooperationsbeziehungen, die in der Schweiz zwischen KMU und börsenkotierten Aktiengesellschaften bestehen. Dabei zeigt sich, dass börsenkotierte Unternehmen für viele KMU wichtige Partner im Bereich des Einkaufs und der Beschaffung sind: Zum einen beziehen 14.3% der KMU Halbfabrikate und Materialien direkt von börsenkotierten Gesellschaften, zum anderen verfügen 11.1% der KMU über eine Einkaufspartnerschaft mit börsenkotierten Unternehmen. Darüber hinaus sind börsenkotierte Aktiengesellschaften für 5.3% der KMU wichtige Zulieferer von Verfahrenstechnologien.

Auch im Bereich des Marketings und des Vertriebs bestehen vielfältige Geschäfts- und Kooperationsbeziehungen: So sind börsenkotierte Gesellschaften für 7.8% der Schweizer KMU „Tür-

öffner“ für neue Kunden und Märkte. Dies kann sowohl direkt erfolgen, indem KMU bei börsenkotierten Unternehmen in grössere Projekte oder Systemdienstleistungen eingebunden werden, als auch indirekt, indem börsenkotierte Aktiengesellschaften den KMU als Referenzkunden dienen. Unabhängig davon, ob die börsenkotierten Unternehmen aktiv Referenzen erteilen, können KMU ihre Leistungsfähigkeit bei potenziellen weiteren Auftraggebern glaubhaft darstellen, indem sie auf erfolgreich durchgeführte Aufträge und Projekte mit renommierten börsenkotierten Unternehmen verweisen. Ferner haben 6.6% der KMU mit börsenkotierten Unternehmen Vertriebspartnerschaften aufgebaut und 5.8% der KMU kooperieren im Marketing mit börsenkotierten Gesellschaften.

Neben der Zusammenarbeit im Hinblick auf Beschaffung und Absatz spielen börsenkotierte Unternehmen für 5.7% der Schweizer KMU auch als Partner in Forschung und Entwicklung eine bedeutsame Rolle und bei 1.9% der KMU sind börsenkotierte Unternehmen als Miteigentümer beteiligt.

Tabelle 32: Geschäftsbeziehungen Schweizer KMU mit Schweizer B-AG, die über reine Umsätze hinausgehen

Schweizer B-AG sind für Schweizer KMU ...	Anteil in %	Anzahl
... Zulieferer von Halbfabrikaten und Material	14.3%	43'386
... Einkaufspartner	11.1%	33'678
... „Türöffner“ für neue Kunden und Märkte	7.8%	23'665
... Vertriebspartner	6.6%	20'024
... Marketingpartner	5.8%	17'597
... Partner in Forschung und Entwicklung	5.7%	17'293
... Zulieferer von Verfahrenstechnologien	5.3%	16'080
... Miteigentümer am Unternehmen	1.9%	5'765

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. Basis: 303'398 KMU.

3.3.3. Positive Einflüsse auf die Internationalisierung

Neben Geschäfts- und Kooperationsbeziehungen, die sich auf die allgemeine Geschäftstätigkeit der KMU beziehen, wird im Folgenden besonderes Augenmerk darauf gelegt, wie die Beziehungen zwischen KMU und börsenkotierten Unternehmen im Hinblick auf das Auslandsgeschäft der KMU ausgestaltet sind. Die Systematisierung der einzelnen Fragen wurde ausgehend vom Konzept der Kooperationsmotive (Hauschildt/Salomon 2011) auf die Besonderheiten von Geschäftsbeziehungen und deren mögliche Einflüsse auf internationale Geschäftsbeziehungen hin spezifiziert.

Die Ergebnisse der Befragung zeigen, dass börsenkotierte Gesellschaften den Schweizer KMU gerade bei der Anbahnung neuer Geschäftsbeziehungen im Ausland behilflich sein können

(siehe Tabelle 33). Entsprechend geben 18.6% der international aktiven Schweizer KMU an, dass ihnen Beziehungen zu börsenkotierten Unternehmen dabei helfen, neue Kontakte im Ausland zu knüpfen. Weitere 15.7% der KMU erfahren beim Zugang zu ausländischen Märkten eine bedeutende Unterstützung durch börsenkotierte Aktiengesellschaften.

Darüber hinaus unterstützen börsenkotierte Unternehmen die international tätigen Schweizer KMU auch beim Aufbau von relevantem Know-how, welches für das Auslandsgeschäft benötigt wird. So geben 12.6% der international aktiven KMU an, dass ihre Beziehungen zu börsenkotierten Gesellschaften unterstützend dabei wirken, ausländische Geschäftspartner besser zu verstehen. Weitere 12.2% betonen, dass sie aufgrund ihrer Beziehungen zu börsenkotierten Unternehmen die Marktchancen im Ausland besser einschätzen können.

Ebenso helfen Beziehungen zu börsenkotierten Gesellschaften international tätigen KMU dabei, bei der Internationalisierung Kosten und Zeit zu sparen. So ermöglichen sie 13.0% dieser KMU, eine schnellere Erschliessung neuer ausländischer Märkte und unterstützen 9.7% von diesen dabei, mehrere Auslandsmärkte gleichzeitig zu erschliessen. Darüber hinaus sehen 9.5% der KMU eine Hilfestellung der börsenkotierten Unternehmen darin, die Kosten für die Bearbeitung ausländischer Märkte zu reduzieren.

Darüber hinaus tragen börsenkotierte Unternehmen dazu bei, dass international tätige Schweizer KMU Fehlentwicklungen im Ausland besser erkennen bzw. vermeiden (9.3%) und Risiken im Ausland reduziert werden (7.5%) können.

Tabelle 33: Spezifische Geschäftsbeziehungen von Schweizer KMU mit Schweizer B-AG in Bezug auf deren Auslandsaktivitäten

Beziehungen zu Schweizer B-AG helfen ...	Anteil in %	Anzahl
... neue Kontakte im Ausland zu knüpfen	18.6%	10'609
... beim Zugang zu ausländischen Märkten	15.7%	8'955
... ausländische Märkte schneller zu erschliessen	13.0%	7'415
... ausländische Geschäftspartner besser zu verstehen	12.6%	7'187
... Marktchancen im Ausland besser einzuschätzen	12.2%	6'958
... verschiedene Auslandsmärkte gleichzeitig zu erschliessen	9.7%	5'532
... die Kosten für die Bearbeitung ausländischer Märkte zu reduzieren	9.5%	5'419
... Fehlentwicklungen im Ausland besser zu erkennen und zu vermeiden	9.3%	5'305
... Risiken des Auslandsgeschäfts zu reduzieren	7.5%	4'278

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. Die Fragen wurden lediglich KMU gestellt, die im Ausland aktiv sind. Basis: 57'039 KMU.

3.3.4. Positive Einflüsse auf die Innovationstätigkeit

Neben den möglichen positiven Effekten auf die Auslandsaktivitäten von Schweizer KMU wurde im Rahmen der Untersuchung ein weiterer Schwerpunkt auf die Analyse der Beiträge von börsenkotierten Gesellschaften auf die Innovationstätigkeit von Schweizer KMU gelegt. Dazu wurde in einem ersten Schritt untersucht, wie bestehende Geschäfts- und Kooperationsbeziehungen bei KMU Innovationen auslösen. Die Ergebnisse sind nachfolgend geschildert und in Tabelle 34 zusammengefasst.

Eine wichtige Rolle spielen von börsenkotierten Unternehmen bereitgestellte Leistungen und Produkte. So lösen bei 6.3% der Schweizer KMU Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die von börsenkotierten Unternehmen bezogen werden, Produkt- oder Dienstleistungsinnovationen aus. Bei 4.3% der KMU lösen Fertigungs- oder Verfahrenstechnologien, die von börsenkotierten Unternehmen entwickelt wurden, Prozessinnovationen aus.

Neben diesen Effekten für KMU auf Kundenseite ergeben sich weitere Auslöser für Innovationen bei Schweizer KMU, wenn börsenkotierte Unternehmen potenzielle oder tatsächliche Kunden der KMU sind. So sind bei 5.5% der Schweizer KMU börsenkotierte Unternehmen wichtige Erstanwender (Referenzkunden) von Innovationen und erleichtern daher die Durchsetzung der Innovationen am Markt. Bei 4.8% der KMU lösen Anfragen, die diese von börsenkotierten Unternehmen erhalten, Innovationen im Unternehmen aus. Sind Anfragen von börsenkotierten Unternehmen mit entsprechenden Auftragsbudgets verbunden, lassen sich auch umfangreiche Entwicklungsaufwände durch die Möglichkeit rechtfertigen, entsprechende Deckungsbeiträge in den daraus resultierenden Auftragsumsätzen zu erwirtschaften. Bei 3.2% der Schweizer KMU finanzieren börsenkotierte Unternehmen teilweise oder vollständig einzelne Innovationsprojekte, wodurch sie einen Teil der Innovationsrisiken von KMU mittragen.

Tabelle 34: Einflüsse auf das Innovationssystem

	Anteil in %	Anzahl
Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die unser Unternehmen von börsenkotierten Unternehmen bezieht, lösen Produkt- oder Dienstleistungsinnovationen in unserem Unternehmen aus.	6.3%	19'114
Börsenkotierte Unternehmen sind wichtige Erstanwender (Referenz) von Innovationen unseres Unternehmens und erleichtern dadurch die Durchsetzung der Innovationen am Markt.	5.5%	16'687
Wir erhalten Anfragen von börsenkotierten Unternehmen, die in unserem Unternehmen Innovationen auslösen.	4.8%	14'563
Fertigungs- oder Verfahrenstechnologien, die von börsenkotierten Unternehmen entwickelt wurden, lösen Prozessinnovationen in unserem Unternehmen aus.	4.3%	13'046
Börsenkotierte Unternehmen tragen einen Teil des Innovationsrisikos unseres Unternehmens, indem sie Innovationen (mit-)finanzieren.	3.2%	9'710

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. Basis: 303'398 KMU.

In einem zweiten Schritt wurde analysiert, wie Geschäftsbeziehungen mit börsenkotierten Gesellschaften auch über direkte Transaktionen hinaus die Innovationstätigkeit von Schweizer KMU positiv beeinflussen. Die Systematisierung der einzelnen Fragen wurde ausgehend vom Konzept der Kooperationsmotive (Hauschildt/Salomon 2011) auf die Besonderheiten von Geschäftsbeziehungen und deren mögliche Einflüsse auf die Entwicklung und Vermarktung von Innovationen hin spezifiziert. Die Anteilswerte zu den möglichen Einflüssen sind nachfolgend geschildert und in Tabelle 35 ersichtlich.

Ein erster wichtiger Aspekt dabei ist, dass Geschäftsbeziehungen insbesondere die Anbahnung und Etablierung von Beziehungen zu Kunden für innovative Produkte unterstützen. So helfen Beziehungen zu börsenkotierten Unternehmen 12.1% der Schweizer KMU bei der Gewinnung neuer Kunden und 8.9% der KMU geben an, hierdurch bessere Beziehungen zu potenziellen oder tatsächlichen Kunden aufbauen zu können.

Darüber hinaus helfen börsenkotierte Unternehmen Schweizer KMU beim Aufbau von wichtigem Know-how für die Vermarktung von Innovationen. So unterstützen sie 7.0% der Schweizer KMU dabei, die Absatzmöglichkeiten für neue und weiterentwickelte Produkte und Leistungen besser einschätzen zu können und weiteren 6.2% dabei, ihre Kunden und deren Bedürfnisse besser zu verstehen.

Ebenso helfen börsenkotierte Gesellschaften Schweizer KMU dabei, im Innovationsprozess Kosten und Zeit zu sparen. 5.8% der KMU geben an, dass ihnen Beziehungen zu börsenkotierten Schweizer Unternehmen dabei helfen, Produkt- oder Prozessinnovationen schneller zu entwickeln und umzusetzen. Einem Anteil von 5.3% der KMU helfen sie, eine höhere Anzahl

verschiedener Innovationen gleichzeitig zu realisieren. Zudem ermöglichen Beziehungen zu börsenkotierten Aktiengesellschaften 5.4% der KMU, Produkt- oder Prozess-Innovationen kostengünstiger zu entwickeln bzw. umzusetzen.

Ausserdem unterstützen börsenkotierte Unternehmen Schweizer KMU dabei, Risiken bei Produkt- oder Prozessinnovationen zu reduzieren (5.5%) sowie Fehlentwicklungen im Innovationsprozess besser zu erkennen bzw. zu vermeiden (4.9%).

Tabelle 35: Einflüsse auf die Entwicklung und Vermarktung von Innovationen

Beziehungen zu Schweizer B-AG helfen ...	Anteil in %	Anzahl
... bei der Gewinnung neuer Kunden.	12.1%	36'711
... bessere Beziehungen zu unseren Kunden aufzubauen.	8.9%	27'002
... die Absatzmöglichkeiten für neue oder verbesserte Produkte oder Leistungen besser einzuschätzen.	7.0%	21'238
... Kunden und deren Bedürfnisse besser zu verstehen.	6.2%	18'810
... Produkt- oder Prozessinnovationen schneller zu entwickeln und umzusetzen.	5.8%	17'597
... Risiken bei Produkt- oder Prozessinnovationen zu reduzieren.	5.5%	16'687
... Produkt- oder Prozessinnovationen kostengünstiger zu entwickeln und umzusetzen.	5.4%	16'384
... eine höhere Anzahl verschiedener Produkt- und Prozessinnovationen gleichzeitig zu realisieren.	5.3%	16'080
... Fehlentwicklungen im Innovationsprozess besser zu erkennen und zu vermeiden	4.9%	14'867

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. Basis: 303'398 KMU.

3.3.5. Positive Einflüsse auf die Rahmenbedingungen

Neben den bisher analysierten Einflüssen, die sich aus den direkten Geschäftsbeziehungen der KMU mit börsenkotierten Gesellschaften ergeben, soll im Weiteren betrachtet werden, inwieweit Schweizer KMU auch über konkrete Geschäftsbeziehungen hinaus durch börsenkotierte Schweizer Unternehmen in ihrem Umfeld profitieren. Wie in Tabelle 36 dargestellt, sehen 11.8% der KMU entsprechende Vorteile durch den verbesserten Ausbau der Infrastruktur im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen. 11.5% profitieren von weiteren Unternehmen, die sich in der Nähe von börsenkotierten Unternehmen ansiedeln. Für weitere 9.1% der KMU entstehen Vorteile aus der höheren Verfügbarkeit an qualifizierten Mitarbeitenden.

Tabelle 36: Einflüsse auf das Umfeld

Mögliche Vorteile durch Schweizer B-AG im Umfeld von Schweizer KMU	Anteil in %	Anzahl
KMU profitiert vom Ausbau der Infrastruktur im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen.	11.8%	35'801
KMU profitiert von weiteren Unternehmen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen.	11.5%	34'891
KMU profitiert von der Verfügbarkeit qualifizierter Mitarbeitender im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen.	9.1%	27'609

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. Basis: 303'398 KMU.

Die aufgezeigten Einflüsse sind im Kontext externer Skalenerträge zu verstehen. Bei diesen wird die Leistungsfähigkeit bzw. Kostensituation eines Unternehmens positiv beeinflusst durch die Konzentration ähnlicher Unternehmen und dank der Bereitstellung von öffentlich verfügbaren Ressourcen und Infrastruktur in einer Branche oder Region (Beck 2011).

3.4. Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für die Schweiz aus Sicht der befragten KMU-Vertreter

Neben Fragen zu Einflüssen von börsenkotierten Unternehmen auf das eigene Unternehmen, wurden die Zielpersonen auch in Bezug auf ihre persönliche Einschätzung zur Bedeutung der börsenkotierten Unternehmen für die Schweiz insgesamt befragt (siehe Tabelle 37). 72% der Befragten sehen einen bedeutsamen Beitrag der börsenkotierten Unternehmen für die Internationalisierung der Schweizer Wirtschaft. 65.8% konstatieren deren besondere Bedeutung für Forschung und Innovation in der Schweiz. Bedeutsame Beiträge der börsenkotierten Gesellschaften für die Wertschöpfung in der Schweiz sehen 61% der befragten KMU-Vertreter und beträchtliche Beiträge zur Beschäftigung in der Schweiz 59.8%. Bezüglich des Steueraufkommens in der Schweiz attestieren 51.6% der Befragten den börsenkotierten Unternehmen eine besondere Bedeutung.

Tabelle 37: Bedeutung börsenkotierter Unternehmen für die Schweiz aus Sicht der befragten KMU-Vertreter

Schweizer B-AG leisten einen bedeutenden Beitrag ...	Anteil in % der Befragten
... zur Internationalisierung der Schweizer Wirtschaft.	72.0%
... zu Forschung und Innovation in der Schweiz.	65.8%
... zur Wertschöpfung in der Schweiz.	61.0%
... zur Beschäftigung in der Schweiz.	59.8%
... zum Steueraufkommen in der Schweiz.	51.6%

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. In der Tabelle wurden die Anteilswerte der drei höchsten Zustimmungskategorien (5 + 6 + 7) zusammengefasst. N: 552.

Abschliessend wurden die Zielpersonen gefragt, inwieweit sie persönlich der Aussage zustimmen, dass es wichtig ist, dass börsenkotierte Schweizer Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben (siehe Tabelle 38). 1.5% der Befragten widersprechen dieser Aussage vehement, indem sie geantwortet haben, dass sie dieser überhaupt nicht zustimmen. Weitere 3.6% (0.9% + 2.7%) widersprechen tendenziell und 8.4% zeigen sich unentschlossen (Kategorie 4). Demgegenüber stimmen 40.3% der Befragten (13.0% + 27.3%) der Aussage tendenziell zu, dass börsenkotierte Schweizer Unternehmen zur Stärkung des Wirtschaftsstandortes Schweiz ihren Firmensitz hier haben sollten. 46.2% stimmen dieser Aussage sogar voll und ganz zu. Insgesamt stimmen dieser Aussage 86.5% der Befragten tendenziell oder vollkommen zu.

Tabelle 38: B-AG-Firmensitz in der Schweiz

Für den Wirtschaftsstandort Schweiz ist es wichtig, dass börsenkotierte Schweizer Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben.	Anteil in %
1 = Stimme gar nicht zu	1.5%
2	0.9%
3	2.7%
4	8.4%
5	13.0%
6	27.3%
7 = Stimme voll und ganz zu	46.2%

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

4. Schlussfolgerungen

Zusammenfassend und bewertend werden im Folgenden Antworten auf die vom Auftraggeber gestellten Fragen gegeben.

Perspektive A: Welchen Beitrag leisten börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften an Beschäftigung, Wertschöpfung, Internationalisierung, Innovation und Steuererträgen in der Schweiz?

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften beschäftigen direkt 10% aller Erwerbstätigen in der Schweiz und erarbeiten 18% des schweizerischen Bruttoinlandprodukts. Sie sind für 42% aller Warenexporte verantwortlich und beschäftigen 56% des im Ausland tätigen Personals von schweizerischen Unternehmen. 44% aller Aufwendungen für Forschung und Entwicklung der Schweizer Privatwirtschaft werden von börsenkotierten Unternehmen erbracht und diese kommen für 37% der schweizerischen Unternehmenssteuern auf. Börsenkotierten Schweizer Aktiengesellschaften kommt somit eine beachtliche Stellung innerhalb der Schweizer Volkswirtschaft zu. Sie bilden einen wichtigen Teil der international ausgerichteten Schweizer Wirtschaft.

Inwiefern unterscheiden sich börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen?

Börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften weichen stark vom Durchschnitt aller schweizerischen Unternehmen ab. Sie verfügen über einen wesentlich grösseren Personalbestand, kapitalintensivere Arbeitsplätze, zahlen höhere Bruttolöhne und sind forschungsorientierter als der Durchschnitt der Schweizer Unternehmen. Börsenkotierte Unternehmen sind exportorientierter als andere Unternehmen derselben Branche und zeichnen sich durch einen wesentlich höheren Personalbestand im Ausland aus. Damit sind börsenkotierte Schweizer Aktiengesellschaften vielfach Grossunternehmen in einer fortgeschrittenen Phase der Internationalisierung. Die Schweiz ist Standort ihres Hauptsitzes und auch ein wichtiger, jedoch nicht der einzige Forschungsstandort. Auch wenn ein grosser Teil der Geschäftstätigkeit im Ausland stattfindet, haben die Aktivitäten der börsenkotierten Unternehmen im Inland bedeutenden Einfluss auf die Schweizer Volkswirtschaft.

Perspektive B: Welche Bedeutung haben börsenkotierte Gesellschaften aus Sicht der Schweizer kleinen und mittleren Unternehmen (KMU): Welche Impulse gehen von den börsenkotierten Schweizer Unternehmen auf Umsätze und Beschäftigung, Unternehmensentwicklung, Internationalisierung und Innovation in KMU aus?

Mehr als jedes dritte Schweizer KMU macht Umsätze mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen oder deren Mitarbeitenden. 10.6% von ihnen machen im B2B-Bereich mehr als 10% des Umsatzes mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen, 5.2% machen im B2C-Bereich mehr als 10% des Umsatzes mit deren Mitarbeitenden und 2.8% sowohl im B2B- als auch im B2C-Bereich mehr als 10% des Umsatzes mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden.

Jedes fünfte Schweizer KMU, das mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden Umsätze erwirtschaftet, stimmt grundsätzlich zu, dass das Unternehmen ohne diese Umsätze in wirtschaftliche Schwierigkeiten geraten würde oder sogar nicht überleben könnte (4%).

Insgesamt sind 7% der Arbeitsplätze in KMU direkt von den Umsätzen mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen oder deren Mitarbeitenden abhängig. Dies entspricht hochgerechnet 173'075 Arbeitsplätzen.

Börsenkotierte Unternehmen geben wichtige Impulse für die Unternehmensentwicklung von Schweizer KMU: Beispielsweise sind sie für 14% der Schweizer KMU Zulieferer von Halbfabrikaten und Material. 11% kooperieren im Einkauf mit Schweizer KMU. KMU, die international tätig sind, profitieren im Besonderen von Beziehungen mit börsenkotierten Schweizer Unternehmen. So helfen diese Beziehungen 19% der auslandsaktiven KMU beim Kontaktknüpfen im Ausland und 16% beim Zugang zu ausländischen Märkten. Ebenfalls profitieren innovative KMU im Besonderen von der Unterstützung durch börsenkotierte Schweizer Unternehmen. Einerseits fördern die Geschäfte zwischen KMU und börsenkotierten Unternehmen in der Schweiz neue Innovationen bei den KMU. So lösen beispielsweise in 6% aller KMU Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die diese von börsenkotierten Unternehmen beziehen, beim KMU Produkt- und Dienstleistungsinnovationen aus. Ebenso sind börsenkotierte Unternehmen in der Schweiz in 6% aller Fälle wichtige Erstanwender von innovativen Produkten und somit Referenzkunden der KMU. Andererseits unterstützen börsenkotierte Schweizer Unternehmen KMU auch mittels Kooperationen, indem sie z.B. bei der Gewinnung neuer Kunden helfen (12%) oder KMU dabei unterstützen, bessere Beziehungen zu Kunden aufzubauen (9%).

Wie profitieren KMU von den Rahmenbedingungen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen und wie nehmen sie deren Bedeutung wahr?

Schweizer KMU profitieren indirekt über externe Skaleneffekte im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen, etwa durch einen besseren Ausbau der Infrastruktur (12%) oder die Ansiedlung weiterer Unternehmen in der Region (12%). Natürlich gilt dies auch umgekehrt. Dieser umgekehrte Zusammenhang war jedoch nicht Teil der vorliegenden Untersuchung.

Individuell nach ihrer persönlichen Meinung befragt, stimmen 72% der befragten KMU-Vertreter generell zu, dass die börsenkotierten Aktiengesellschaften einen bedeutenden Beitrag zur Internationalisierung der Schweizer Wirtschaft leisten. 66% teilen diese Einschätzung bezüglich Forschung und Innovation in der Schweiz. Etwas niedriger werden die Beiträge der börsenkotierten Unternehmen zur Beschäftigung (60%) und zum Steueraufkommen in der Schweiz (52%) wahrgenommen.

Der Aussage, dass es für den Wirtschaftsstandort Schweiz wichtig ist, dass börsenkotierte Schweizer Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben, stimmen 87% der befragten KMU-Vertreter mindestens tendenziell zu. 46% stimmen dieser Aussage sogar voll und ganz zu.

5. Quellenverzeichnis

BAK Basel Economics (2011), Finanzplatz Schweiz: Volkswirtschaftliche Bedeutung und Wechselwirkungen mit dem Werkplatz, <http://www.swissbanking.org/kmu-bak-studie.pdf> (17.12.2012)

Beck, B. (2011), Makroökonomie.

Bundesamt für Statistik (2012a), Beschäftigungsstatistik, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/03/02/blank/data/02.html> (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012b), Betriebszählung, http://www.pxweb.bfs.admin.ch/Database/German_06%20-%20Industrie%20und%20Dienstleistungen/06.2%20-%20Unternehmen/06.2%20-%20Unternehmen.asp?lang=1&prod=06&secprod=2&openChild=true (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012c), Bruttowertschöpfung nach Sektor, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/07/03/blank/ind24.indicator.240102.2401.html> (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012d), Forschung und Entwicklung (F+E)-Aufwendungen, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/09/key/ind2.indicator.20205.202.html> (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012e), Lohnstrukturhebung, Auswertung auf Anfrage

Bundesamt für Statistik (2012f), Produktionskonto nach Branchen, http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/04/02/02/key/nach_branchen.html (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012g), Statistik der Bildungsabschlüsse, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/02/data/blank/01.html> (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012h), Statistik der Schüler und Studierenden, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/02/data/blank/01.html> (14.12.2012)

Bundesamt für Statistik (2012i), Unternehmensdemografie, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/06/02/blank/data.html> (14.12.2012)

BX Berne Exchange (2012), Markt, <https://www.berne-x.com/market#aktien> (11.10.2012)

Eidgenössische Finanzverwaltung (2012), Finanzstatistik der Schweiz 2010, http://www.efv.admin.ch/d/downloads/finanzstatistik/Berichterstattung/Publikationstabellen/Jahresbericht/Jahresbericht_Finanzstatistik_2010-d.pdf (14.12.2012)

Eidgenössische Steuerverwaltung (2012) Direkte Bundessteuer. Juristische Personen. Schweiz 2009, <http://www.estv.admin.ch/dokumentation/00075/00076/00701/01363/index.html?lang=de> (18.01.2013)

Eidgenössische Zollverwaltung (2012), Schweizerische Aussenhandelsstatistik, <https://www.swiss-impex.admin.ch/index.xhtml> (14.12.2012)

European Round Table of Industrialists (2008), The Contribution of ERT Member Companies to Growth and Jobs in the EU, <http://www.ert.be/doc/01678.pdf> (17.09.2009)

Günterberg, B.; Wolter, H.-J. (2003), Unternehmensgrößenstatistik 2001/2002 - Daten und Fakten, in: Institut für Mittelstandsforschung Bonn (Hrsg.), IfM-Materialien Nr. 157, Bonn, <http://www.ifm-bonn.org/assets/documents/IfM-Materialien-157.pdf> (17.01.2013)

Hauschildt, J.; Salomo, S. (2011), Innovationsmanagement, 5. Aufl.

Hauser, C.; Hauser, H.; Moser, P. (2009), Die volkswirtschaftliche Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften,
http://www.htwchur.ch/fileadmin/user_upload/institute/FOW/abgeschlossene_Projekte/Aktiengesellschaften_FoW-HTW_20091207_01.pdf (01.02.2013)

Interpharma (2012), Kennzahlen der Interpharma-Firmen,
http://www.interpharma.ch/de/pdf/47_interpharma_pms12.pdf (17.12.2012)

Polynomics und BAK Basel Economics (2011), Bedeutung der Pharmaindustrie für die Schweiz,
http://www.interpharma.ch/de/pdf/Bedeutung_Pharmaindustrie_2011.pdf (17.12.2012)

PwC (2012), Total Tax Contribution, www.pwc.ch/ttc (18.01.2013)

Schweizerische Nationalbank (2012), Direktinvestitionen 2011,
<http://www.snb.ch/ext/stats/fdi/pdf/de/Direktinvestitionen.book.pdf> (14.12.2012)

SIX Swiss Exchange (2012), Liste der Unternehmen, http://www.six-swiss-exchange.com/shares/companies/issuer_list_de.html (11.10.2012)

Swiss-American Chamber of Commerce & Boston Consulting Group (2012), Multinational Companies in Geneva and Vaud - Growth Engine at Risk!,
http://www.amcham.ch/publications/downloads/20120612_bcg_amcham_study_en.pdf
(20.12.2012)

Zentraler Firmenindex (2012), <http://zefix.admin.ch/statistics/2011%20-%20Anzahl%20eingetrag.%20Gesellschaften%20pro%20Rechtsform%20und%20Kanton.pdf>
(14.12.2012)

Anhang 1: B-AG-Fragebogen

Im Oktober 2012 wurde der nachfolgend dargestellte Fragebogen in deutscher und französischer Sprache verschickt. Für Banken und Versicherungen wurde der Fragebogen leicht angepasst. So ist in Frage 4 nicht nach dem EBITDA, sondern nach dem EBT gefragt, die Frage 5 zur Wertschöpfung ist entsprechend geändert und Frage 6 nach den Forschungs- und Entwicklungsaufwendungen wurde weggelassen.

Fragebogen

zur volkswirtschaftlichen Bedeutung börsenkotierter Schweizer Aktiengesellschaften

1. In welchem Wirtschaftszweig ist Ihre Unternehmung hauptsächlich tätig?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Nahrungs- und Genussmittel | <input type="checkbox"/> Handel, Gastgewerbe, Verkehr, Nachrichtenübermittlung |
| <input type="checkbox"/> Textil und Bekleidung | <input type="checkbox"/> Banken |
| <input type="checkbox"/> Chemie und Pharma | <input type="checkbox"/> Versicherungen |
| <input type="checkbox"/> Maschinen (inkl. Elektronik und Fahrzeuge) und Metall | <input type="checkbox"/> Immobilienwesen |
| <input type="checkbox"/> Uhren | <input type="checkbox"/> F&E und unternehmensbezogene Dienstleistungen |
| <input type="checkbox"/> Sonstige Industrie | <input type="checkbox"/> sonstige Dienstleistungen |
| <input type="checkbox"/> Baugewerbe | |

2. Wie viele Mitarbeitende beschäftigt Ihre Unternehmung (in Vollzeitstellen) in den folgenden Jahren?

	2009	2010	2011
Weltweit			
in der Schweiz			

3. Wie hoch ist der Personalaufwand (inkl. Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge an Sozialversicherungen und variable Lohnkomponenten) in den folgenden Jahren?

Personalaufwand	2009	2010	2011
weltweit (in Mio. Fr.)			
in der Schweiz (in Mio. Fr.)			

4. Wie gross ist der EBITDA (Betriebsergebnis vor Abschreibungen, Amortisation, Nettozinsaufwand und Steuern) in den folgenden Jahren?

EBITDA	2009	2010	2011
weltweit (in Mio. Fr.)			
Geschätzter Anteil, welcher durch Geschäftstätigkeiten in der Schweiz verdient wird? (in %)	%	%	%

Bei Banken und Versicherungen:

4. Wie gross ist der EBT (Betriebsergebnis vor Steuern) in den folgenden Jahren?

	2009	2010	2011
weltweit (in Mio. Fr.)			
Geschätzter Anteil, welcher durch Geschäftstätigkeiten in der Schweiz verdient wird? (in %)	%	%	%

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihrer Unternehmung?

	2010	2011
Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoumsatz (Erlös) Ihrer Unternehmung weltweit? (in Mio. Fr.) (exkl. Mehrwertsteuer)		
Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Nettoumsatz? (in Mio. Fr.) (exkl. Mehrwertsteuer, aber inkl. Wert der Zulieferung an Tochtergesellschaften im Ausland)		
Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoumsatzes wird exportiert? (inkl. Zulieferung an Tochtergesellschaften im Ausland)	%	%
Wie gross sind die von den Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.) (Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, welche von anderen Unternehmungen oder von Tochtergesell-		

schaften im Ausland bezogen werden)

Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz?

(in % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)

%	%

Bei Banken:

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihrer Unternehmung?

2010

2011

Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoertrag Ihrer Unternehmung weltweit? (in Mio. Fr.)

(Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft und sonstige ordentliche Erträge)

Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz **produzierte** Nettoertrag? (in Mio. Fr.)

(inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)

Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt?

(inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)

Wie gross schätzen Sie die von Ihrer Unternehmung insgesamt bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.)

(Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, welche von anderen Unternehmungen eingekauft werden)

Wie gross schätzen Sie die von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.)

(einschliesslich der Waren- und Dienstleistungen, welche von Tochtergesellschaften im Ausland bezogen werden)

Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz?

(in % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)

	2010	2011
Wie gross ist der (konsolidierte) Nettoertrag Ihrer Unternehmung weltweit? (in Mio. Fr.) (Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft und sonstige ordentliche Erträge)		
Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Nettoertrag? (in Mio. Fr.) (inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)		
Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Nettoertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt? (inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)	%	%
Wie gross schätzen Sie die von Ihrer Unternehmung insgesamt bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.) (Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, welche von anderen Unternehmungen eingekauft werden)		
Wie gross schätzen Sie die von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.) (einschliesslich der Waren- und Dienstleistungen, welche von Tochtergesellschaften im Ausland bezogen werden)		
Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz? (in % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)	%	%

Bei Versicherungen:

5. Wie hoch ist die Wertschöpfung Ihrer Unternehmung?

	2010	2011
<p>Wie gross sind die gesamten Erträge Ihrer Unternehmung weltweit? (in Mio. Fr.) (Verdiente Prämien und Policengebühren, Erträge und realisierte Gewinne aus Kapitalanlagen und sonstige Erträge, <i>ohne bezahlte Rückversicherungsprämien</i>)</p>		
<p>Wie gross ist der von Unternehmensteilen in der Schweiz produzierte Ertrag? (in Mio. Fr.) (inkl. Wert der Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)</p>		
<p>Welcher Anteil des in der Schweiz produzierten Ertrags wird für Kunden mit Sitz im Ausland bereitgestellt? (inkl. Leistungen an Tochtergesellschaften im Ausland)</p>	%	%
<p>Wie gross sind die Versicherungsleistungen Ihrer Unternehmung weltweit? (in Mio. Fr.) (Bezahlte Versicherungsleistungen, Veränderungen der Rückstellungen, Aufwand für Überschussbeteiligungen der Versicherten, <i>abzüglich Anteil Rückversicherung</i>)</p>		
<p>Wie gross sind die von Unternehmensteilen in der Schweiz erstellten Versicherungsleistungen? (in Mio. Fr.) (Bezahlte Versicherungsleistungen, Veränderungen der Rückstellungen, Aufwand für Überschussbeteiligungen der Versicherten, <i>abzüglich Anteil Rückversicherung</i>)</p>		
<p>Wie gross sind die von Ihrer Unternehmung insgesamt bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.) (Vorleistungen sind Waren- und Dienstleistungen, welche von anderen Unternehmungen eingekauft werden)</p>		
<p>Wie gross sind die von den Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen? (in Mio. Fr.) (hier einschliesslich der Vorleistungen von Tochtergesellschaften im Ausland)</p>		
<p>Welcher Anteil der von Unternehmensteilen in der Schweiz bezogenen Vorleistungen stammt aus der Schweiz? (in % der Vorleistungen der Schweizer Unternehmensteile)</p>	%	%

6. Wie stark investiert Ihre Unternehmung in Forschung und Entwicklung (F+E) am Standort Schweiz?

	2010	2011
Wie gross sind die Ausgaben für F+E am Standort Schweiz? (in Mio. Fr.) (für unternehmensinterne und unternehmensexterne Forschung und Entwicklung)		
davon Ausgaben für unternehmensinterne F+E-Aktivitäten am Standort Schweiz (in %)	%	%
Wie viele Personen sind im Forschungs- und Entwicklungsbereich am Standort Schweiz beschäftigt? (in Vollzeitstellen)		

Betreibt Ihre Unternehmung Forschungszentren in der Schweiz? JA Nein

(Als Forschungszentrum definieren wir einen Unternehmensbereich von 20 oder mehr Personen, welche sich hauptsächlich der Grundlagen- oder Anwendungsforschung widmen.)

Wenn ja, wo und in welchem Bereich führt Ihre Unternehmung Forschungszentren?

Ort	Forschungsbereich

7. Wie hoch sind die Steuern, Abgaben und Sponsoring-Leistungen Ihrer Unternehmung?

	2010	2011
Wie hoch sind die weltweit entrichteten Ertrags- und Kapitalsteuern? (in Mio. Fr.)		
Wie hoch ist der Anteil, welcher an den Schweizer Staat (Bund, Kantone und Gemeinden) geleistet wird? (in %)	%	%
Wie hoch sind die an den Bund abgelieferten Verrechnungssteuern und Stempelabgaben? (in Mio. Fr.)		
Wie gross ist das Engagement Sponsoring im Bereich Kultur, Soziales und Sport in der Schweiz ? (in Mio. Fr.)		

8. Welche Anstrengungen unternimmt Ihre Unternehmung für die Ausbildung **in der Schweiz?**

	2010	2011
Wie hoch sind die Aufwendungen Ihrer Unternehmung für Aus- und Weiterbildung in der Schweiz? (in Mio. Fr.)		
Wie viele Lernende in der beruflichen Grundausbildung beschäftigt Ihre Unternehmung insgesamt in der Schweiz?		
Wie viele Hochschulabsolventen (ETH, Uni, FH) aus dem In- und Ausland stellt Ihre Unternehmung in der Schweiz pro Jahr an?		

Führt Ihre Unternehmung eine Ausbildungsinstitution oder beteiligt sich in hohem Ausmass an einer solchen Institution? JA Nein

Wenn ja, an welchen?

Name

Wir sind Ihnen dankbar, wenn Sie uns Ihre Adresse angeben, damit wir bei Unklarheiten nachfragen können. Selbstverständlich werden wir die Daten absolut vertraulich behandeln und sicherstellen, dass von den aggregierten Ergebnissen der Studie nicht auf einzelne Unternehmungen zurückgeschlossen werden kann.

Name der Kontaktperson

Name der Unternehmung

Email

Tel.

Bitte retournieren Sie den Fragebogen bis zum **02. November 2012** mit dem beiliegenden Couvert. Für Ihre Mitwirkung danken wir Ihnen herzlich.

Rückfragen an: Dr. Michael Beier, Schweizerisches Institut für Entrepreneurship (SIFE), HTW Chur, Comercialstr. 22, 7000 Chur, Tel.: +41 81 286 37 55, michael.beier@htwchur.ch

Anhang 2: Methoden zur Berechnung der Bruttowertschöpfung

In diesem Anhang wird beschrieben, mit welcher Methode die Bruttowertschöpfung berechnet wurde. Dabei ist zu unterscheiden zwischen Banken, Versicherungen und allen übrigen Branchen (einschliesslich der Industrie).

Übrige Branchen (inkl. Industrie)

Die Bruttowertschöpfung kann auf zwei Arten berechnet werden:

- Methode 1: Bruttowertschöpfung = EBITDA + Personalaufwand.
- Methode 2: Bruttowertschöpfung = Nettoumsatz – Vorleistungen.

In der vorliegenden Untersuchung kam Methode 2 zur Anwendung.

Banken

Die Wertschöpfung bei den Banken wurde mit Methode 2 erfasst. Die Ermittlung über Personalaufwand plus Abschreibungen und Kapitalentgelt ist bei Banken nicht möglich, da diese den EBITDA nicht ausweisen und wir nur den EBT kennen:

- Bruttowertschöpfung = Nettoertrag – Vorleistungen.

Der Nettoertrag entspricht dem Ertrag aus Zins-, Kommissions-, Dienstleistungs- und Handelsgeschäft sowie sonstigen ordentlichen Erträgen. Die aus der Befragung ermittelte Bruttowertschöpfung wurde proportional zur Mitarbeiterzahl auf die gesamte Branche hochgerechnet.

Versicherungen

In der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung wird der Wert der Versicherungsdienstleistungen als Differenz zwischen Erträgen und Versicherungsleistungen ermittelt. Die Erträge umfassen die Prämieinnahmen, Zinserträge sowie die realisierten Gewinne aus Kapitalanlagen. Die Versicherungsleistungen bezeichnen die an die Versicherungsnehmer bezahlten bzw. für diese zurückgestellten Leistungen, einschliesslich deren Beteiligungen am Anlageerfolg. Um die Bruttowertschöpfung zu ermitteln, müssen die Vorleistungen vom Wert der Versicherungsdienstleistung abgezogen werden:

- Bruttowertschöpfung = Erträge – Versicherungsleistungen – Vorleistungen.

Die aus der Befragung ermittelte Bruttowertschöpfung wurde wiederum proportional zur Mitarbeiterzahl auf die gesamte Branche hochgerechnet.

Anhang 3: KMU-Fragebogen

Fragen		
F	Fragen	Filter
S0	<p>In welchem Jahr wurde Ihr Unternehmen ursprünglich gegründet? (ohne Umfirmierung oder Umgründung, z.B. durch Änderung der Gesellschaftsform)</p> <p>Angabe Jahreszahl _____</p>	Alle
S1	<p>Wie viele Mitarbeiter beschäftigt Ihr Unternehmen mit Ihnen eingeschlossen in der Schweiz und im Ausland inkl. alle Filialen und Nebenbetriebe?</p> <p>Mitarbeiter in der Schweiz _____</p> <p>Mitarbeiter im Ausland _____</p>	Alle
S2	<p>Und in welcher Branche ist Ihr Unternehmen hauptsächlich tätig?</p> <p>1: Architekten \ Ingenieure</p> <p>2: Bauhauptgewerbe (Hoch- \ Tiefbau)</p> <p>3: Baunebengewerbe (Sanitär, Innenausbau, Zimmerei, Maurer, Maler, Bauschreiner, Elektroinst. Etc.)</p> <p>4: Ärzte\Zahnärzte (inkl. medizinische Labors, Physiotherapie, Psychotherapie, Medizinalberufe etc.)</p> <p>5: Rechtsanwälte \ Treuhänder \ Berater</p> <p>6: Motorfahrzeug (Auto-Handel, Garagen, Fahrzeugvermietung, Boots und Schiffsbau etc.)</p> <p>7: Transport (Personenbeförderung, Gütertransport, Lagerung)</p> <p>8: Hotel</p> <p>9: Restaurant</p> <p>10: Dienstleistung</p> <p>11: Öffentliche Hand (Verwaltung, Gemeinden, inkl. Spitäler)</p> <p>12: Handel (Grosshandel \ Detailhandel)</p> <p>13: Fabrikation \ Produktion</p> <p>14: IT \ Informatik \ Verlagswesen</p> <p>98: übrige, welche?</p> <p>99: keine Angabe</p>	Alle
F1a	<p>Hat Ihr Unternehmen in den letzten fünf Jahren Produkte oder Dienstleistungs-Angebote neu entwickelt oder signifikant weiterentwickelt?</p> <p>1: ja</p> <p>2: nein</p>	Alle

F1b	<p>Welchen Anteil des gesamten Umsatzes erwirtschaftet Ihr Unternehmen mit Produkten und Dienstleistungs-Angeboten, welche in den letzten fünf Jahren neu entwickelt oder signifikant weiterentwickelt worden sind?</p> <p>[Bitte geben Sie den Anteil in Prozent an; eine ungefähre Schätzung reicht aus.]</p> <p>Umsatzanteil von Produkten und Leistungen, die in den letzten fünf Jahren neu entwickelt oder signifikant weiterentwickelt worden sind: _____ %</p> <p>99: weiss nicht</p>	F1a = Code 1
F2	<p>Welchen Anteil des gesamten Umsatzes erwirtschaftet Ihr Unternehmen derzeit über das gesamte Geschäftsjahr gesehen im Ausland?</p> <p>[Bitte geben Sie den Anteil in Prozent an; eine ungefähre Schätzung reicht aus.]</p> <p>Anteil des gesamten Umsatzes, der im Ausland erwirtschaftet wird: _____ %</p> <p>98: kein Umsatz im Ausland</p> <p>99: weiss nicht</p>	Alle
F3	<p>Welchen Anteil des in der Schweiz erwirtschafteten Umsatzes erzielt Ihr Unternehmen mit Endkonsumenten, mit privatwirtschaftlichen Unternehmen sowie mit Staatsunternehmen / staatlichen Behörden?</p> <p>[Bitte geben Sie die Anteile in Prozent an. Die Summe des gesamten Umsatzes in der Schweiz muss 100% ergeben; eine ungefähre Schätzung reicht aus.]</p> <p>Anteil Umsatz in der Schweiz mit ...</p> <p>1: Endkonsumenten (Privatpersonen) _____ %</p> <p>2: Privatwirtschaftlichen Unternehmen _____ %</p> <p>3: Staatsunternehmen/staatlichen Behörden _____ %</p> <p>Summe = Gesamter Umsatz des Unternehmens in der Schweiz 100 %</p>	Alle
Text	<p>Im Folgenden möchten wir gerne etwas über die geschäftlichen Beziehungen Ihres Unternehmens zu börsenkotierten Unternehmen aus der Schweiz und deren Mitarbeitenden erfahren. Zu den börsenkotierten Unternehmen zählen grössere Unternehmen wie zum Beispiel die Swisscom, Alpiq, ABB oder Adecco aber auch kleiner Unternehmen wie zum Beispiel die Kantonalbanken oder Feintool.</p>	Alle
F4a	<p>Welchen Anteil des in der Schweiz mit Endkonsumenten (Privatpersonen) erwirtschafteten Umsatzes erzielt Ihr Unternehmen mit Mitarbeitern börsenkotierter Unternehmen?</p> <p>[Bitte geben Sie den Anteil in Prozent an. Eine ungefähre Schätzung reicht aus. Eine Liste der Schweizer börsenkotierten Unternehmen finden Sie hier [Link auf PDF]</p> <p>Anteil Schweizer Umsatz bei Endkonsumenten (Privatpersonen) mit Mitarbeitern börsenkotierter Unternehmen: _____ %</p> <p>98: kein Umsatz in der Schweiz mit Mitarbeitern börsenkotierter Unternehmen</p> <p>99: weiss nicht</p>	Wenn F3.1 >0

F4b	<p>Welchen Anteil des in der Schweiz mit privatwirtschaftlichen Unternehmen erwirtschafteten Umsatzes erzielt Ihr Unternehmen mit börsenkotierten Unternehmen?</p> <p>[Bitte geben Sie den Anteil in Prozent an. Eine ungefähre Schätzung reicht aus. Eine Liste der Schweizer börsenkotierten Unternehmen finden Sie hier [Link auf PDF]]</p> <p>Anteil Schweizer Umsatz bei privatwirtschaftlichen Unternehmen mit börsenkotierten Unternehmen: _____ %</p> <p>98: kein Umsatz bei privatwirtschaftlichen Unternehmen in der Schweiz mit börsenkotierten Unternehmen</p> <p>99: weiss nicht</p>	Wenn F3.2 >0																																																																								
F4c	<p>Kreuzen Sie bitte an, inwieweit die folgende Aussage auf Ihr Unternehmen zutrifft.</p> <p>(1 = trifft gar nicht zu; bis 7 = trifft voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Unser Unternehmen könnte ohne die Umsätze nicht überleben, die es mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitern erwirtschaftet.</p> <p style="text-align: center;">1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Wenn F4a>0 oder F4b>0																																																																								
F4d	<p>Einmal angenommen Ihr Unternehmen würde keine Umsätze mehr mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitern erwirtschaften und könnte den wegfallenden Umsatzanteil auch nicht anderweitig kompensieren: Wie viele Arbeitsplätze müssten in diesem Fall schätzungsweise gestrichen werden?</p> <p>Anzahl Arbeitsplätze: _____</p>	Wenn F4a>0 oder F4b>0																																																																								
F5	<p>In welchen weiteren geschäftlichen Beziehungen steht Ihr Unternehmen mit Schweizer börsenkotierten Unternehmen? Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit diese auf Ihr Unternehmen zutrifft.</p> <p>(1 = trifft gar nicht zu; bis 7 = trifft voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen...</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td>Partner in Forschung und Entwicklung.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Miteigentümer an unserem Unternehmen.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>„Türöffner“ für neue Kunden und Märkte.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Vertriebspartner.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Einkaufspartner.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Marketingpartner.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Zulieferer von Verfahrenstechnologie.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> <tr> <td>Zulieferer von Halbfabrikaten und Material.</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: center;">2</td> <td style="text-align: center;">3</td> <td style="text-align: center;">4</td> <td style="text-align: center;">5</td> <td style="text-align: center;">6</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">99</td> </tr> </table>	Partner in Forschung und Entwicklung.	1	2	3	4	5	6	7	99	Miteigentümer an unserem Unternehmen.	1	2	3	4	5	6	7	99	„Türöffner“ für neue Kunden und Märkte.	1	2	3	4	5	6	7	99	Vertriebspartner.	1	2	3	4	5	6	7	99	Einkaufspartner.	1	2	3	4	5	6	7	99	Marketingpartner.	1	2	3	4	5	6	7	99	Zulieferer von Verfahrenstechnologie.	1	2	3	4	5	6	7	99	Zulieferer von Halbfabrikaten und Material.	1	2	3	4	5	6	7	99	Alle
Partner in Forschung und Entwicklung.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Miteigentümer an unserem Unternehmen.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
„Türöffner“ für neue Kunden und Märkte.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Vertriebspartner.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Einkaufspartner.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Marketingpartner.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Zulieferer von Verfahrenstechnologie.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		
Zulieferer von Halbfabrikaten und Material.	1	2	3	4	5	6	7	99																																																																		

F6	<p>Die folgenden Aussagen beziehen sich auf die Beziehungen Ihres Unternehmens zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen und deren Einfluss auf die <u>Auslandsaktivitäten</u> Ihres Unternehmens.</p> <p>Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit diese auf Ihr Unternehmen zutrifft.</p> <p>(1 = trifft gar nicht zu; bis 7 = trifft voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen...</p> <p>beim Zugang zu ausländischen Märkten. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>neue Kontakte im Ausland zu knüpfen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Marktchancen im Ausland besser einzuschätzen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>ausländische Geschäftspartner besser zu verstehen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Fehlentwicklungen im Ausland besser zu erkennen und zu vermeiden. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Risiken des Auslandsgeschäfts zu reduzieren. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>ausländische Märkte schneller zu erschliessen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>verschiedene Auslandsmärkte gleichzeitig zu erschliessen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>die Kosten für die Bearbeitung ausländischer Märkte zu reduzieren. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Wenn F2 >0
F7a	<p>Die folgenden Aussagen beziehen sich auf die Beziehungen Ihres Unternehmens zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen und deren Einfluss auf die <u>Innovationstätigkeit</u> Ihres Unternehmens.</p> <p>Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit diese auf Ihr Unternehmen zutrifft.</p> <p>(1 = trifft gar nicht zu; bis 7 = trifft voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Fertigungs- oder Verfahrenstechnologien, die von börsenkotierten Unternehmen entwickelt wurden, lösen Prozessinnovationen in unserem Unternehmen aus. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die unser Unternehmen von börsenkotierten Unternehmen bezieht, lösen Produkt- oder Dienstleistungsinnovationen in unserem Unternehmen aus. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen tragen einen Teil des Innovationsrisikos unseres Unternehmens, indem sie Innovationen (mit-)finanzieren. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen sind wichtige Erstanwender (Referenz) von Innovationen unseres Unternehmens und erleichtern dadurch die Durchsetzung der Innovationen am Markt. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Wir erhalten Anfragen von börsenkotierten Unternehmen, die in unserem Unternehmen Innovationen auslösen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Alle

F7b	<p>Die folgenden Aussagen beziehen sich auf die Beziehungen Ihres Unternehmens zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen und deren Einfluss auf Ihre eigene <u>Entwicklung und Vermarktung von Innovationen</u>.</p> <p>Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit diese auf Ihr Unternehmen zutrifft.</p> <p>(1 = trifft gar nicht zu; bis 7 = trifft voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen...</p> <p>bei der Gewinnung neuer Kunden. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>bessere Beziehungen zu unseren Kunden aufzubauen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>die Absatzmöglichkeiten für neue oder verbesserte Produkte oder Leistungen besser einzuschätzen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>unsere Kunden und deren Bedürfnisse besser zu verstehen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Fehlentwicklungen im Innovationsprozess besser zu erkennen und zu vermeiden. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Risiken bei Produkt- oder Prozess-Innovationen zu reduzieren. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Produkt- oder Prozess-Innovationen schneller zu entwickeln und umzusetzen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>eine höhere Anzahl verschiedener Produkt- und Prozess-Innovationen gleichzeitig zu realisieren. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Produkt- oder Prozess-Innovationen kostengünstiger zu entwickeln und umzusetzen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Alle
F8	<p>Im Folgenden interessieren uns Ihre Einschätzungen, inwieweit Ihr Unternehmen von börsenkotierten Unternehmen in Ihrem Umfeld profitiert.</p> <p>Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit Sie dieser zustimmen.</p> <p>(1 = stimme gar nicht zu; bis 7 = stimme voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Unser Unternehmen profitiert vom Ausbau der Infrastruktur im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Unser Unternehmen profitiert von der Verfügbarkeit qualifizierter Mitarbeiter im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Unser Unternehmen profitiert von weiteren Unternehmen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Alle

F9	<p>Im Folgenden interessieren uns Ihre persönlichen Einschätzungen, wie sie den Einfluss Schweizer börsenkotierter Unternehmen auf die Schweiz sehen.</p> <p>Kreuzen Sie bitte bei jeder der folgenden Aussagen an, inwieweit Sie dieser zustimmen.</p> <p>(1 = stimme gar nicht zu; bis 7 = stimme voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur <u>Beschäftigung</u> in der Schweiz. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur <u>Wertschöpfung</u> in der Schweiz. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur <u>Internationalisierung</u> der Schweizer Wirtschaft. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zu <u>Forschung und Innovation</u> in der Schweiz. 1 2 3 4 5 6 7 99</p> <p>Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zum <u>Steueraufkommen</u> der Schweiz. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Alle
F10	<p>Jetzt noch eine generelle Einschätzung von Ihnen persönlich: Kreuzen Sie bitte an, inwieweit Sie der folgenden Aussage zustimmen.</p> <p>(1 = stimme gar nicht zu; bis 7 = stimme voll und ganz zu; 99 = kann ich nicht beurteilen)</p> <p>Für den Wirtschaftsstandort Schweiz ist es wichtig, dass Schweizer börsenkotierte Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben. 1 2 3 4 5 6 7 99</p>	Alle
S3	<p>Welche Rechtsform hat Ihre Unternehmung?</p> <p>1: Einzelunternehmung</p> <p>2: Kollektivgesellschaft</p> <p>3: Kommanditgesellschaft</p> <p>4: AG (Aktiengesellschaft)</p> <p>5: GmbH</p>	Alle
S4	<p>Welche Funktion haben Sie in Ihrem Unternehmen?</p> <p>Mehrfachnennungen möglich</p> <p>1: angestellter Geschäftsführer</p> <p>2: Eigentümer, Inhaber, Teilhaber</p> <p>3: Leiter Administration \ Finanz- und Rechnungswesen</p> <p>4: Buchhalter</p> <p>5: Personalverantwortlicher</p> <p>7: Leiter Logistik</p> <p>8: Leiter Marketing / Kommunikation</p> <p>98: andere, welche?</p> <p>99: Keine Angabe</p>	Alle

S5	Wie alt sind Sie? __ Jahre	Alle
S6	Sind Sie...? 1: männlich 2: weiblich	Alle
S7	Wie lautet die Postleitzahl des Firmenstandortes (Hauptsitz)? _____	Alle
S8	Wie viel Umsatz hat Ihr Unternehmen im Jahr 2011 insgesamt, also in der Schweiz und im Ausland, erzielt? Bitte geben Sie den Betrag in Schweizer Franken an. CHF _____	Alle

Anhang 4: Häufigkeitsverteilungen der Likert-Skalen der KMU-Befragung

Tabelle A01: Unser Unternehmen könnte ohne die Umsätze nicht überleben, die es mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitern erwirtschaftet.

	Anteil in %	Anzahl
1 = Trifft überhaupt nicht zu	41.8%	46'416
2	20.3%	22'542
3	8.5%	9'439
4	8.2%	9'106
5	9.9%	10'993
6	6.9%	7'662
7 = Trifft voll und ganz zu	4.4%	4'886

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 111'044 KMU, die Umsätze mit börsenkotierten Unternehmen oder deren Mitarbeitenden machen.

Tabelle A02: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Partner in Forschung und Entwicklung.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	84.3	255'765
2	5.5	16'687
3	2.5	7'585
4	2.0	6'068
5	2.1	6'371
6	1.9	5'764
7 = Trifft voll und ganz zu	1.7	5'158

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A03: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Miteigentümer am Unternehmen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	95.7	290'352
2	0.3	910
3	0.6	1'820
4	1.5	4'551
5	0.3	910
6	0.2	607
7 = Trifft voll und ganz zu	1.4	4'248

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A04: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Türöffner.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	68.3	207'221
2	10.7	32'463
3	6.2	18'811
4	7.0	21'238
5	2.5	7'585
6	4.5	13'653
7 = Trifft voll und ganz zu	0.8	2'427

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A05: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Vertriebspartner.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	78.3	237'561
2	6.1	18'507
3	5.2	15'777
4	3.8	11'529
5	2.0	6'068
6	1.9	5'764
7 = Trifft voll und ganz zu	2.7	8'192

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A06: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Einkaufspartner.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	70.4	213'592
2	7.9	23'968
3	4.7	14'260
4	5.9	17'900
5	3.7	11'226
6	3.9	11'833
7 = Trifft voll und ganz zu	3.5	10'619

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A07: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Marketingpartner.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	76.8	233'010
2	6.6	20'024
3	5.4	16'383
4	5.4	16'384
5	1.8	5'461
6	1.9	5'765
7 = Trifft voll und ganz zu	2.1	6'371

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A08: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Zulieferer von Verfahrenstechnologie.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	82.0	248'787
2	5.3	16'080
3	4.1	12'439
4	3.3	10'012
5	2.6	7'888
6	1.5	4'551
7 = Trifft voll und ganz zu	1.2	3'641

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A09: Schweizer börsenkotierte Unternehmen sind für unser Unternehmen Zulieferer von Halbfabrikaten und Material.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.3	210'255
2	4.3	13'046
3	6.5	19'721
4	5.6	16'990
5	5.4	16'384
6	3.8	11'529
7 = Trifft voll und ganz zu	5.1	15'473

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A10: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen beim Zugang zu ausländischen Märkten.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.1	39'414
2	6.4	3'651
3	3.3	1'882
4	5.5	3'137
5	5.4	3'080
6	5.3	3'023
7 = Trifft voll und ganz zu	5.0	2'852

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A11: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen neue Kontakte im Ausland zu knüpfen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	62.7	35'763
2	10.6	6'046
3	4.2	2'396
4	3.9	2'225
5	7.1	4'050
6	7.7	4'392
7 = Trifft voll und ganz zu	3.8	2'167

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A12: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Marktchancen im Ausland besser einzuschätzen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	66.4	37'874
2	7.7	4'392
3	8.7	4'963
4	5.0	2'852
5	6.0	3'422
6	3.3	1'882
7 = Trifft voll und ganz zu	2.9	1'654

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A13: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen ausländische Geschäftspartner besser zu verstehen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	66.2	37'760
2	10.6	6'046
3	5.9	3'365
4	4.7	2'681
5	3.9	2'225
6	6.2	3'536
7 = Trifft voll und ganz zu	2.5	1'426

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A14: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Fehlentwicklungen besser erkennen und zu vermeiden.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.9	39'870
2	9.9	5'647
3	5.6	3'194
4	5.3	3'023
5	2.6	1'483
6	4.2	2'396
7 = Trifft voll und ganz zu	2.5	1'426

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A15: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Risiken des Auslandsgeschäfts zu reduzieren.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	72.1	41'125
2	8.1	4'620
3	5.9	3'365
4	6.4	3'651
5	2.1	1'198
6	2.9	1'654
7 = Trifft voll und ganz zu	2.5	1'426

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A16: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen ausländische Märkte schneller zu erschliessen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.0	39'357
2	8.5	4'848
3	3.9	2'225
4	5.6	3'194
5	3.8	2'168
6	6.2	3'536
7 = Trifft voll und ganz zu	3.0	1'711

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A17: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen verschiedene Auslandsmärkte gleichzeitig zu erschliessen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.5	39'642
2	9.5	5'419
3	4.3	2'453
4	7.0	3'993
5	4.1	2'338
6	2.8	1'597
7 = Trifft voll und ganz zu	2.8	1'597

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A18: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen die Kosten für die Bearbeitung ausländischer Märkte zu reduzieren.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	69.7	39'756
2	8.2	4'677
3	5.0	2'852
4	7.6	4'335
5	2.4	1'369
6	2.9	1'654
7 = Trifft voll und ganz zu	4.2	2'396

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 57'039 KMU.

Tabelle A19: Fertigungs- oder Verfahrenstechnologien, die von börsenkotierten Unternehmen entwickelt wurden, lösen Prozessinnovationen in unserem Unternehmen aus.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	80.1	243'022
2	7.5	22'755
3	5.0	15'170
4	3.1	9'405
5	2.8	8'495
6	0.5	1'517
7 = Trifft voll und ganz zu	1.0	3'034

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A20: Halbfabrikate oder Dienstleistungen, die unser Unternehmen von börsenkotierten Unternehmen bezieht, lösen Produkt- oder Dienstleistungsinnovationen in unserem Unternehmen aus.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	73.6	223'301
2	9.1	27'609
3	5.5	16'687
4	5.5	16'687
5	3.5	10'619
6	1.9	5'764
7 = Trifft voll und ganz zu	0.9	2'731

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A21: Börsenkotierte Unternehmen tragen einen Teil des Innovationsrisikos unseres Unternehmens, indem sie Innovationen (mit-)finanzieren.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	87.8	266'383
2	3.6	10'922
3	2.6	7'888
4	2.8	8'495
5	1.4	4'248
6	1.1	3'338
7 = Trifft voll und ganz zu	0.7	2'124

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A22: Börsenkotierte Unternehmen sind wichtige Erstanwender (Referenz) von Innovationen unseres Unternehmens und erleichtern dadurch die Durchsetzung der Innovationen am Markt.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	81.1	246'056
2	4.7	14'260
3	5.3	16'080
4	3.4	10'315
5	2.6	7'888
6	1.5	4'551
7 = Trifft voll und ganz zu	1.4	4'248

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A23: Wir erhalten Anfragen von börsenkotierten Unternehmen, die in unserem Unternehmen Innovationen auslösen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	80.7	244'842
2	7.7	23'362
3	4.6	13'956
4	2.2	6'675
5	3.0	9'102
6	1.0	3'034
7 = Trifft voll und ganz zu	0.8	2'427

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A24: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen bei der Gewinnung neuer Kunden.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	60.5	183'556
2	13.8	41'869
3	7.6	23'058
4	6.0	18'204
5	6.4	19'417
6	3.5	10'619
7 = Trifft voll und ganz zu	2.2	6'675

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A25: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen bessere Beziehungen zu unseren Kunden aufzubauen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	64.3	195'085
2	13.0	39'442
3	8.0	24'272
4	5.8	17'597
5	5.3	16'080
6	2.2	6'675
7 = Trifft voll und ganz zu	1.4	4'247

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A26: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen die Absatzmöglichkeiten für neue oder verbesserte Produkte oder Leistungen besser einzuschätzen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	71.4	216'626
2	8.3	25'182
3	7.7	23'362
4	5.6	16'990
5	4.2	12'743
6	2.2	6'675
7 = Trifft voll und ganz zu	0.6	1'820

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A27: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Kunden und deren Bedürfnisse besser zu verstehen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	68.5	207'828
2	9.7	29'430
3	7.2	21'845
4	8.4	25'485
5	3.1	9'405
6	1.8	5'461
7 = Trifft voll und ganz zu	1.3	3'944

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A28: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Fehlentwicklungen im Innovationsprozess besser zu erkennen und zu vermeiden.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	79.8	242'112
2	6.9	20'934
3	2.8	8'495
4	5.6	16'990
5	2.2	6'675
6	1.7	5'158
7 = Trifft voll und ganz zu	1.0	3'034

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A29: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Risiken bei Produkt- oder Prozess-Innovationen zu reduzieren.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	80.9	245'449
2	6.9	20'935
3	4.1	12'439
4	2.6	7'888
5	3.7	11'226
6	0.6	1'820
7 = Trifft voll und ganz zu	1.2	3'641

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A30: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Produkt- und Prozess-Innovationen schneller zu entwickeln und umzusetzen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	77.1	233'920
2	8.9	27'003
3	4.1	12'439
4	4.1	12'439
5	3.8	11'529
6	1.3	3'944
7 = Trifft voll und ganz zu	0.7	2'124

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A31: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen eine höhere Anzahl verschiedener Produkt- und Prozess-Innovationen gleichzeitig zu realisieren.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	79.8	242'112
2	7.8	23'665
3	3.2	9'709
4	3.9	11'832
5	3.9	11'832
6	0.7	2'124
7 = Trifft voll und ganz zu	0.7	2'124

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A32: Beziehungen zu Schweizer börsenkotierten Unternehmen helfen unserem Unternehmen Produkt- oder Prozess-Innovationen kostengünstiger zu entwickeln und umzusetzen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	75.4	228'762
2	11.0	33'374
3	4.3	13'046
4	3.9	11'832
5	3.0	9'102
6	1.2	3'641
7 = Trifft voll und ganz zu	1.2	3'641

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A33: Unser Unternehmen profitiert vom Ausbau der Infrastruktur im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	56.0	169'903
2	16.6	50'364
3	9.5	28'823
4	6.1	18'507
5	5.6	16'990
6	3.4	10'316
7 = Trifft voll und ganz zu	2.8	8'495

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A34: Unser Unternehmen profitiert von der Verfügbarkeit qualifizierter Mitarbeiter im Umfeld von börsenkotierten Unternehmen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	65.6	199'029
2	10.8	32'767
3	9.7	29'430
4	4.8	14'563
5	5.3	16'080
6	2.7	8'192
7 = Trifft voll und ganz zu	1.1	3'337

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A35: Unser Unternehmen profitiert von weiteren Unternehmen im Umfeld börsenkotierter Unternehmen.

	Anteil in % KMU	Anzahl KMU
1 = Trifft überhaupt nicht zu	56.1	170'206
2	14.9	45'206
3	10.5	31'857
4	7.0	21'238
5	7.0	21'238
6	1.9	5'765
7 = Trifft voll und ganz zu	2.6	7'888

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den gewichteten und hochgerechneten KMU-Befragungsergebnissen. Basis: 303'398 KMU.

Tabelle A36: Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur Beschäftigung in der Schweiz.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	4.5
2	4.2
3	10.3
4	21.2
5	21.0
6	20.2
7 = Stimme voll und ganz zu	18.6

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

Tabelle A37: Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur Wertschöpfung in der Schweiz.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	4.5
2	5.4
3	10.1
4	19.0
5	22.4
6	21.8
7 = Stimme voll und ganz zu	16.8

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

Tabelle A38: Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zur Internationalisierung der Schweizer Wirtschaft.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	4.5
2	1.4
3	6.3
4	15.8
5	20.6
6	25.9
7 = Stimme voll und ganz zu	25.5

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

Tabelle A39: Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zu Forschung und Innovation in der Schweiz.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	4.5
2	2.8
3	8.5
4	18.4
5	21.4
6	24.2
7 = Stimme voll und ganz zu	20.2

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

Tabelle A40: Börsenkotierte Unternehmen leisten einen bedeutenden Beitrag zum Steueraufkommen der Schweiz.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	5.5
2	6.3
3	12.8
4	23.8
5	21.3
6	15.9
7 = Stimme voll und ganz zu	14.4

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.

Tabelle A41: Für den Wirtschaftsstandort Schweiz ist es wichtig, dass Schweizer börsenkotierte Unternehmen ihren Firmensitz in der Schweiz haben.

	Anteil in % der Befragten
1 = Stimme gar nicht zu	1.5
2	0.9
3	2.7
4	8.4
5	13.0
6	27.3
7 = Stimme voll und ganz zu	46.2

Quellen: Eigene Berechnung basierend auf den KMU-Befragungsergebnissen. N: 552.